

**Assemblée générale**

Cinquante-septième session

74^e séance plénièreJeudi 12 décembre 2002, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Kavan (République tchèque)

En l'absence du Président, M. Mamba (Swaziland), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 25 de l'ordre du jour (suite)**Les océans et le droit de la mer**

Les océans et le droit de la mer : rapport sur les travaux du Processus consultatif officieux des Nations Unies ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer à sa troisième réunion (A/57/80)

a) Les océans et le droit de la mer

Rapport du Secrétaire général (A/57/57 et Add.1)

Projet de résolution (A/57/L.48/Rev.1)

b) La pêche hauturière au grand filet dérivant, la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer/pêche illégale, clandestine ou non réglementée, prises accessoires et déchets de la pêche et autres faits nouveaux

Rapport du Secrétaire général (A/57/459)

Projet de résolution (A/57/L.49)

c) Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs

Projet de résolution (A/57/L.50)

Le Président par intérim (parle en anglais) : Eu égard à ce point de l'ordre du jour, l'Assemblée est désormais saisie d'une version révisée du projet de résolution A/57/L.48, publiée hier sous la cote A/57/L.48/Rev.1.

M. Sinaga (Indonésie) (parle en anglais) : Ma délégation a le grand plaisir de prendre la parole pendant l'examen par l'Assemblée générale du point de l'ordre du jour intitulé « Les océans et le droit de la mer » pour commémorer le vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. En fait, il est également de très bon augure de marquer le dixième anniversaire de l'adoption d'Action 21, dont le chapitre 17 contient une stratégie pour le développement durable des océans et des mers. C'est là pour nous une occasion unique de faire le bilan de nos réalisations à ce jour et de déterminer une ligne de conduite pour faire avancer la mise en oeuvre de ces instruments remarquables.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Avant de poursuivre, permettez-moi de féliciter le personnel de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, du Bureau des affaires juridiques pour le travail remarquable qu'ils ont accompli ces dernières années. Ma délégation aimerait également remercier le Secrétaire général des rapports très complets dont nous sommes saisis.

Aujourd'hui, deux décennies plus tard, il est judicieux de réfléchir à la participation universelle croissante et à l'adhésion au cadre juridique de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. En outre, les trois institutions créées par la Convention témoignent du fait que cet instrument historique a non seulement ouvert la voie à l'application d'un cadre juridique universel régissant les océans, mais également permis la réglementation des domaines pour lesquels la Convention a été élaborée.

À cet égard, l'Autorité internationale des fonds marins marque un nouveau chapitre dans l'évolution du droit des organisations internationales en général. Hormis le fait qu'elle participe directement aux activités commerciales, l'Autorité internationale des fonds marins représente l'humanité et compte actuellement sept investisseurs pionniers dont le but est d'explorer les nodules polymétalliques. D'autre part, le Tribunal international du droit de la mer a déjà traité 10 affaires et la Commission des limites du plateau continental a déjà reçu sa première demande d'établissement de la limite extérieure des plateaux continentaux. Les 11 sessions organisées par les États parties à la Convention sont d'autres évolutions importantes. Toutes ces évolutions sont de bon augure pour ce qui est d'une gouvernance mondiale des mers et des océans.

Le vrai succès de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer repose à l'évidence sur l'engagement des États membres d'adhérer pleinement à ces dispositions. Le fait que, depuis son entrée en vigueur, 138 États Membres ont déposé des instruments de ratification à la mi-septembre 2002 est de bon augure en ce qui concerne l'universalité de la Convention, surtout parce que cela assure la plus large participation possible de la communauté mondiale. La pleine application de la Convention nécessite une coopération de grande magnitude, aujourd'hui et à l'avenir, afin de permettre aux générations futures de profiter pleinement de la richesse des océans tout en protégeant l'environnement et en encourageant le développement durable.

À cet égard, nous ne pouvons que souligner les progrès accomplis en matière de promotion de la coopération internationale. Le système actuel de coopération comprend des projets et programmes à tous les niveaux – mondial, interrégional, régional, sous-régional et bilatéral.

Au XXI^e siècle, il est impératif de déployer des efforts concertés pour adopter une approche intégrée, interdisciplinaire et intersectorielle, car les problèmes des océans sont étroitement liés. À cette fin, il convient de continuer de renforcer le rôle de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, en tant que point central d'une approche coordonnée et intégrée des activités du droit de la mer.

En tant qu'État archipel, l'Indonésie a toujours attaché la plus grande importance aux questions relatives au droit de la mer. Notre ferme appui à la Convention se traduit par la participation active de l'Indonésie à tous ses organes, dès le premier jour, et mon gouvernement continuera de jouer un rôle actif dans ce sens.

Depuis la ratification de la Convention en 1986, le Gouvernement indonésien a accordé la plus haute priorité à l'adoption d'une nouvelle législation ainsi qu'à la mise à jour des réglementations précédentes afin d'assurer une certaine conformité aux dispositions de la Convention. L'Indonésie a depuis longtemps reconnu que les droits des États sont indissociables de leurs responsabilités respectives, surtout en matière de protection de l'environnement marin, de bonne gestion des ressources océaniques et en ce qui concerne la protection obligatoire des droits des autres pays.

Il convient de noter qu'en 1998, mon gouvernement avait déjà présenté à l'Organisation des Nations Unies sa liste des coordonnés géographiques des bases archipélagiques indonésiennes dans la mer Natuna. Cette réglementation a été jugée nécessaire compte tenu de notre proposition sur les voies de circulation archipélagiques, conformément à la Convention, et adoptée ensuite en mai 1998 par l'Organisation maritime internationale. En outre, si l'on garde à l'esprit que c'était la première fois que l'Organisation maritime internationale avait adopté un système de voies de circulation archipélagiques, il convient de noter que le Comité de la sécurité maritime a demandé à son Sous-Comité pour la sécurité de la navigation de mettre au point une circulaire sur la

sûreté de la navigation et a invité les États archipels à participer à cette activité.

Mon gouvernement a pris les dispositions susmentionnées conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, qui demande notamment qu'à titre de priorité tous les États harmonisent leur législation nationale avec les dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Les rapides progrès technologiques et scientifiques offrent des chances exceptionnelles pour tirer parti des ressources de l'immensité marine, mais ils présentent également un défi en matière de préservation du milieu marin, car il convient d'assurer une gestion des océans basée sur la durabilité. Tous ces objectifs seront atteints si nous parvenons à trouver le juste équilibre entre la nature et les besoins de l'humanité. Nous devons donc déployer des efforts dans un esprit de coopération et de compréhension pour renforcer l'interaction mondiale afin d'utiliser pleinement les océans et les mers, notamment au-delà des juridictions nationales, pour le bien-être de l'humanité.

Consciente de la fragilité de l'écosystème des eaux de l'archipel indonésien menacées par la pollution tellurique et celle des navires, l'Indonésie s'efforce de faire en sorte que les eaux qui l'entourent soient utilisées de manière intégrée et durable pour maintenir la qualité de l'environnement et apporter le maximum de bénéfices, cela au service de son développement national. À cet égard, il convient de rappeler les dispositions figurant dans l'Action 21 et dans le mandat de Jakarta, qui exhortent à élaborer un programme d'action global pour protéger l'environnement marin. À cette fin, l'Indonésie, en coopération avec la Norvège, a réalisé une étude nationale sur la gestion intégrée des zones côtières et de la biodiversité marine. État archipel aux prises avec des difficultés liées à sa démographie croissante et à ses multiples activités économiques, l'Indonésie est très attachée à la gestion intégrée des zones côtières et a créé le Conseil maritime national d'Indonésie pour traiter de cette question.

L'Indonésie pense qu'une approche régionale est importante en matière de promotion de la coopération des affaires maritimes. Au fil des années, l'Indonésie a fait la preuve de son attachement à la coopération régionale par le biais des mécanismes de l'Association

des Nations de l'Asie du Sud-Est et d'autres organisations régionales et internationales dont nous sommes membres. L'Indonésie est encouragée par les résultats positifs obtenus par plusieurs ateliers sur la gestion des conflits éventuels dans la mer de Chine méridionale, en particulier en ce qui concerne le renforcement de la coopération régionale et de la promotion de mesures de confiance pour assurer la paix et la stabilité dans la région de l'Asie du Sud-Est.

Ma délégation se félicite des engagements figurant dans le Plan d'application adopté par le Sommet mondial pour le développement durable, y compris le développement durable des océans, la pêche responsable et la conservation ainsi que la gestion des océans. Il est important de réaffirmer dans ce contexte que la coopération technique est indispensable aux pays en développement pour qu'ils s'acquittent de leurs responsabilités et renforcent leur capacité de pêche de manière responsable. Cela dit, il est indispensable que les organisations internationales compétentes, les institutions financières et la communauté des bailleurs de fonds aident les pays en développement à renforcer leurs capacités pour remédier aux incohérences aux niveaux tant national qu'international concernant l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et d'Action 21.

Compte tenu de la nécessité d'une coordination inter-organisations et du fait de l'interrelation des problèmes océaniques, qui devraient être considérés comme intégrés, ma délégation accepte volontiers la création d'un mécanisme de coordination interorganisations efficace, transparent et permanent en ce qui concerne les questions océaniques et côtières au sein de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, nous soulignons qu'il faut lui confier un mandat clair, établi sur la base des principes de responsabilité.

M. Suazo (Honduras) (*parle en espagnol*) : Je voudrais m'associer à l'allocution prononcée par l'Ambassadeur Bruno Stagno, Représentant permanent du Costa Rica, qui a récemment pris la parole au nom du Groupe de Rio. Ma délégation voudrait néanmoins formuler quelques brèves observations sur le droit de la mer et des océans.

J'aimerais en premier lieu souligner que le Honduras a participé activement au processus préparatoire et aux négociations qui ont donné le jour à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer,

qui a eu pour point culminant la signature de la Convention à Montego Bay. En 1993, notre Parlement a ratifié la Convention, qui est pleinement entrée en vigueur en 1994.

La célébration du vingtième anniversaire de la signature de cet instrument constitue pour nous un progrès sans égal dans l'histoire de la réglementation maritime. La création de l'Autorité internationale des fonds marins, dont le siège est à Montego Bay, et la création récente du Tribunal international sur le droit de la mer représentent, de l'avis de ma délégation, un progrès sans précédent dans ce domaine, ce qui nous permettra indéniablement de faire progresser nos aspirations à la paix et à la sécurité internationale, du moins en ce qui concerne le droit de la mer. Le Honduras, à partir de janvier 2003, fera partie du Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins pour la catégorie D.

Notre pays a suivi avec un grand intérêt l'évolution et l'application de la Convention. Très rapidement, après la ratification, nous avons commencé à appliquer ses principes et directives, qui font partie de tous nos processus de négociation de délimitation maritime. Ainsi, en 1986, nous avons signé le Traité de délimitation maritime avec la Colombie et, en 2001, nous avons entamé des négociations maritimes avec le Royaume-Uni en ce qui concerne le Grand Cayman.

Nous avons participé à tous les processus de négociation de bonne foi et dans le plein respect du droit international, en recherchant des accords et des résultats équitables.

Le Honduras a également participé au processus de négociation parrainé par l'Organisation des États américains afin d'aboutir à un accord susceptible de satisfaire les trois États côtiers – Guatemala, Belize et Honduras – concernant l'espace maritime dans le golfe du Honduras, situé dans la mer des Caraïbes. Notre pays participe également à des négociations avancées avec Cuba portant sur la délimitation des zones maritimes, et a établi des premiers contacts avec le Mexique dans le cadre de la Conférence sur la délimitation des zones maritimes dans les Caraïbes, sous l'auspice du Gouvernement mexicain, avec l'appui de l'ONU.

La mer des Caraïbes est considérée une mer semi-fermée et quelques délimitations bilatérales ont donné lieu à des controverses, comme celle entre le Honduras et le Nicaragua, dont la Cour internationale de Justice

est saisie. Le Honduras a pour tradition de respecter le droit international, ainsi que les arrêts des tribunaux internationaux compétents.

Le Honduras a porté cette tradition historique au niveau de norme constitutionnelle. Ainsi, en cas de conflit entre le droit national et le droit international, le droit international prévaudra, comme le stipule la Constitution.

Dans l'océan Pacifique, la Cour internationale de justice s'est prononcée en 1992 sur le statut juridique de l'espace maritime entre le golfe de Fonseca et l'espace maritime adjacent du golfe; en d'autres mots, la mer territoriale, la zone économique exclusive et le plateau continental. Le Honduras est persuadé que toutes les parties de la région feront preuve du plus grand respect à l'égard de la décision du plus haut tribunal du monde dans le golfe de Fonseca et dans l'océan Pacifique. Le dispositif de l'arrêt de 1992 doit être pleinement appliqué afin de garantir la coopération entre les pays riverains du golfe, la protection de l'environnement, le développement des communautés voisines du golfe, le maintien des voies de navigation, le respect de la liberté de transit et les autres droits établis et garantis par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Tel est notre fervent espoir.

Enfin, je voudrais confirmer que ma délégation appuiera sans réserve le projet de résolution publié sous la cote A/57/L.48/Rev.1

M. Akinsanya (Nigéria) (*parle en anglais*) : Au moment où cette auguste Assemblée poursuit la commémoration du vingtième anniversaire de l'ouverture à signature de la Convention de 1982 des Nations Unies sur le droit de la mer, ma délégation se joint à d'autres délégations et aux personnes qui ont pris la parole avant moi pour rendre un hommage enthousiaste aux pionniers qui ont joué un rôle significatif dans le cadre de tous les processus et négociations laborieuses qui ont donné naissance à la Convention. Nous saluons les contributions de ces hommes d'État et de tous ceux qui ont participé activement à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et à la conférence sur les fonds marins qui l'a précédée. En outre, nous rendons hommage à la Commission préparatoire qui a jeté les bases de la Conférence.

La Convention du droit de la mer demeure l'une des réalisations les plus importantes de l'ONU. À ce jour, elle a joué le rôle tant attendu d'assurer

l'utilisation à des fins pacifiques des océans et de leurs ressources. Les trois organes créés en vertu de la Convention, à savoir l'Autorité internationale des fonds marins, le Tribunal international du droit de la mer et la Commission des limites du plateau continental ont tous joué des rôles importants aux fins de l'application de la Convention. Par exemple, les arrêts du Tribunal international du droit de la mer ont continué d'ajouter à la jurisprudence du droit international de la mer ainsi qu'à son évolution et à sa codification progressives, favorisant ainsi la paix et la sécurité internationales.

Ma délégation félicite le Secrétaire général de son rapport complet sur les océans et le droit de la mer (A/57/57). Nous notons avec intérêt le rapport du Processus consultatif officiel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer. Nous félicitons les Coprésidents du Processus consultatif, l'Ambassadeur Slade et M. Alan Simcock, de leur rapport très riche d'enseignements. Nous notons en particulier l'accent mis dans le rapport sur le renforcement des capacités et sur la protection de l'environnement marin, qui revêtent une importance particulière pour le Nigéria et d'autres pays en développement. Nous apprécions les contributions de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer ainsi que du Bureau des affaires juridiques de l'ONU à l'étude et au développement global des questions liées aux océans et au droit de la mer.

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer a mis en place le cadre juridique nécessaire pour promouvoir l'utilisation pacifique des mers et des océans, l'utilisation équitable et efficace de leurs ressources et la conservation de leurs ressources biologiques, ainsi que l'étude, la protection et la préservation du milieu marin. L'universalité de la Convention n'est plus contestée, étant donné que 138 États y sont maintenant parties. Il n'est pas étonnant non plus que le nombre d'États parties à l'Accord concernant l'application de la partie XI de la Convention s'élève à 107. Il est d'autre part réconfortant de noter que le nombre d'États parties à l'Accord de 1995 sur les stocks de poissons est passé à 32. Dans ce contexte, le Nigéria prend les mesures qui s'imposent pour adhérer à ces deux accords.

En tant qu'État côtier, le Nigéria attache une grande importance à la protection du milieu marin et des ressources marines et à leur développement durable. Nous considérons qu'il est urgent d'appliquer

la partie XII de la Convention afin de protéger et de préserver le milieu marin et ses ressources biologiques contre la pollution et la dégradation physique. Nous n'ignorons pas que la pollution marine a augmenté ces derniers temps; par conséquent, nous engageons instamment la communauté internationale à s'intéresser davantage à la mise en oeuvre du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres qui dégradent l'environnement.

Pour mener à bien ces initiatives, les institutions nationales compétentes de mon pays, le Nigéria, collaborent afin de préserver le milieu marin en surveillant la pollution, le rejet de substances toxiques, radioactives ou chimiques de même que le déversement de pétrole. Ces institutions recommandent, sur une base périodique, des normes de sécurité en particulier pour les sociétés pétrolières qui opèrent dans le pays, et elles en assurent la surveillance. La Commission de développement du delta du Niger, par exemple, qui est l'une de ces institutions, applique une approche intégrée face au développement de la région du delta du Niger, dans le sud du Nigéria. La Commission a pour principale activité de créer des infrastructures adéquates, notamment en construisant des routes solides et en mettant en place des systèmes de drainage efficaces, une alimentation en énergie électrique et des télécommunications fiables. Elle a également pour objectif de fournir des emplois aux Nigériens, en particulier aux populations autochtones de la région. Il s'agit avant tout d'établir un équilibre délicat entre le développement et la protection de l'environnement dans le cadre d'un développement durable.

C'est aussi pour cette raison que le Nigéria et d'autres pays du golfe de Guinée ont créé la Commission du golfe de Guinée afin d'assurer l'exploitation réglementée et durable des ressources marines de la région, dans l'intérêt mutuel des États membres et de leurs populations. La Commission a aussi pour objectif de réduire au maximum les conflits, d'améliorer la sécurité des États membres et d'établir une instance crédible qui permettra de faciliter leur coexistence pacifique et de promouvoir le développement socioculturel de la région.

Comme je l'ai déjà dit, le renforcement des capacités dans tous les aspects des questions maritimes est d'une importance cruciale pour les pays en développement. On sait fort bien que ces pays sont défavorisés en ce qui concerne l'acquisition de

technologies et de compétences techniques en rapport avec les activités maritimes. Ils ne possèdent pas non plus les compétences et les technologies voulues pour assurer l'exploration et l'exploitation des minéraux des fonds marins, la conservation et la protection des ressources marines, la gestion des côtes, la recherche scientifique marine et la préparation des dossiers destinés à la Commission.

La plupart de ces pays n'ont pas non plus les compétences ni les outils voulus pour combattre la pollution et le rejet de déchets toxiques et chimiques. Par conséquent, une formation périodique du personnel qualifié nécessaire, la fourniture du matériel, des installations et des navires appropriés et le transfert d'écotechnologies à ces pays sont absolument essentiels si l'on veut les aider à combler ces lacunes. À cet égard, nous sommes heureux de noter que l'article 202 de la Convention fait obligation aux États qui disposent de la technologie voulue d'apporter une aide technique, que ce soit directement ou indirectement, aux pays en développement pour leur permettre de protéger leur milieu marin.

Le Nigéria se félicite également de la création de fonds d'affectation spéciale dans le cadre de la Convention pour venir en aide aux pays en développement. Dans ce contexte, le Fonds d'affectation spéciale créé en vertu de l'article 76 de la Convention pour établir les rapports à soumettre à la Commission des limites du plateau continental, est d'une importance toute particulière. Nous lançons donc un appel aux pays développés et aux institutions financières internationales pour qu'ils apportent une généreuse contribution aux fonds d'affectation spéciale afin de permettre à ceux-ci de répondre positivement aux besoins des États Membres auxquels cette aide est indispensable.

Pour terminer, le Nigéria reconnaît aussi l'importance des océans et des mers pour assurer des ressources indispensables à la sécurité alimentaire et à la prospérité économique. Nous ne sommes pas les seuls à penser que les problèmes des océans et des mers sont intimement liés et qu'ils doivent donc être considérés de manière globale, par le biais d'une approche intégrée, interdisciplinaire et intersectorielle, conformément à l'unité de la Convention. Nous invitons tous les États parties à la Convention et même tous les Membres de l'ONU, aussi bien que les acteurs non étatiques, tels que les institutions financières internationales, à aborder ces problèmes multiples

grâce à une coordination, une coopération et un partenariat efficaces.

Il est également important que toutes les parties intéressées échangent périodiquement des informations pertinentes et, surtout, emploient les ressources humaines et matérielles voulues pour résoudre les problèmes existants. Ainsi, les États Membres et la communauté internationale apporteront une contribution efficace à l'exploration et à l'exploitation durables des océans et des mers, ainsi qu'à la préservation de l'écosystème, pour le bien des générations présentes et futures.

M. Kipkemei Kottut (Kenya) (*parle en anglais*) : L'heure est historique pour les océans et les mers de la planète puisque nous commémorons aujourd'hui le vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Ma délégation exprime sa gratitude au Secrétaire général pour son rapport (A/57/57), de même qu'au personnel de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, qui a organisé la réunion d'hier, et au comité de haut niveau formé des ambassadeurs qui ont dirigé ce processus. Nos félicitations vont également aux délégations qui ont présenté les trois projets de résolution au titre du point 25 de l'ordre du jour.

La Convention de Montego Bay de 1982 constitue l'une des grandes réalisations de la communauté internationale. C'est une convention qui revêt de multiples aspects et représente une réalisation prodigieuse sur le plan de la coopération internationale dans la procédure de conclusion des traités. Plus de 10 ans de négociations délicates et bien des sacrifices ont été nécessaires pour aboutir à l'équilibre tangible qui a permis de résoudre les problèmes liés aux océans et au droit de la mer. Le Kenya s'enorgueillit d'avoir participé à ce processus et félicite tous ceux qui ont participé à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. On se souviendra que, le premier jour de l'ouverture à la signature, il y avait eu 119 signatures et une ratification. Cela montrait bien l'accueil largement favorable réservé au traité. Cet appui sans précédent s'est accentué et, à l'heure actuelle, 142 États Membres et une organisation internationale sont parties à la Convention. Compte tenu de ce progrès constant, nous espérons que le régime juridique établi par le traité sera bientôt universellement accepté.

Ma délégation appuie les deux instruments internationaux auxquels la Convention a donné naissance : l'Accord concernant l'application de la partie XI de la Convention, auquel le Kenya est partie avec 103 autres États – et l'Accord de 1995 sur les stocks de poissons. À ce titre, le Gouvernement kényen examine actuellement un mémoire du Cabinet qui sera bientôt approuvé et permettra ainsi au Kenya d'adhérer à l'Accord.

Le Kenya attache une grande importance à l'Accord sur les stocks de poissons. Si cet accord est largement mis en oeuvre, il permettra une exploitation durable des ressources halieutiques. C'est l'approche que préfère ma délégation, car elle bénéficie aux communautés côtières dont les moyens de subsistance dépendent de la pêche. Nous sommes fermement convaincus que le consensus auquel on est parvenu dans d'autres instances mondiales sur la pêche durable, comme l'indique le chapitre 17 d'Action 21, et le résultat du Sommet mondial de Johannesburg pour le développement durable, doivent être mise en oeuvre pleinement et honnêtement par toutes les parties concernées. La pêche illégale, non déclarée et non réglementée doit être interdite, car elle nuit aux droits des États côtiers, y compris le Kenya, dans les zones économiques exclusives et en haute mer.

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer établit un régime central, délicat et juridiquement contraignant pour la protection du milieu marin et l'exploitation des ressources maritimes. Ce régime doit être respecté par tous ceux qui attachent de la valeur à la protection de la mer et de ses ressources. Le consensus atteint à Rio, à Monterrey et à Johannesburg, ainsi que les résolutions pertinentes des Nations unies, renforcent le Traité. Ma délégation demande à la communauté internationale de respecter et de mettre en oeuvre les programmes élaborés dans ledit Traité. Ceci nous permettra d'aller de l'avant; si l'on n'harmonise pas les questions relatives aux océans et au droit de la mer avec le Traité, les progrès réalisés ne seront guère sensibles. Nous sommes heureux de voir que les trois projets de résolution – A/57/L.48, L.49 et L.50 – font mention des résultats. Nous nous félicitons en particulier du fait que le projet de résolution A/57/L.50 mentionne expressément les besoins des États africains, comme l'indique le Processus africain de développement et de protection de l'environnement marin et côtier, en particulier en

Afrique subsaharienne. Cette initiative mérite une attention spéciale.

Le Gouvernement du Kenya se félicite du fait que les organes créés au titre de la Convention de 1982, à savoir l'Autorité internationale des fonds marins, le Tribunal international du droit de la mer et la Commission des limites du plateau continental mènent des activités au nom de l'Organisation. Ma délégation félicite les éminents dirigeants de ces organes.

Ma délégation note avec plaisir que l'Autorité internationale des fonds marins a fait des progrès réguliers dans l'accomplissement de son mandat. L'Autorité a tenu huit sessions, et ses organes, notamment le Conseil, la Commission juridique et technique et le Comité financier ont mené des travaux fructueux au cours de la dernière session. Le Conseil a examiné le rapport annuel sur la prospection et l'exploration concernant les nodules polymétalliques dans la zone, sur la base de contrats signés avec les investisseurs pionniers. En outre, des progrès ont été réalisés dans l'examen d'une législation appropriée sur la prospection et l'exploration concernant les sulfures polymétalliques hydrothermaux et les croûtes de ferromanganèse riches en cobalt.

Nous espérons que l'Autorité s'acquittera pleinement de ses activités, conformément à la Convention, pour le bénéfice de toute l'humanité. Ma délégation appuie les améliorations apportées au cours de la dernière session de l'Autorité en ce qui concerne le fonds d'affectation spéciale créé pour régler les frais de voyage afin de permettre aux membres du Comité financier et de la Commission juridique et technique originaires de pays en développement d'assister aux réunions de l'Autorité. De l'avis de ma délégation, ce fonds devrait être permanent, car il permettra de mener des débats n'excluant personne sur les questions dont est saisie l'Autorité.

La Convention prévoit des moyens pacifiques et obligatoires de régler les différends par le biais du Tribunal. Le Kenya croit au règlement pacifique des différends par les parties, et il en défend le principe. Toutefois, le Tribunal est bien placé, en vertu des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, pour examiner les décisions contraignantes fondées sur l'interprétation et la mise en oeuvre de la Convention. Nous notons avec satisfaction que dans sa courte existence, puisqu'il a été inauguré en 1996, le Tribunal a examiné 11 cas avec succès.

C'est là une contribution importante à la paix et à la sécurité internationales concernant les questions maritimes. Le Kenya continuera à appuyer les travaux du Tribunal.

Ma délégation prend note des progrès réalisés dans les travaux de la Commission des limites du plateau continental depuis que celle-ci a été créée en 1997. Nous apprécions les efforts de l'Organisation, de la réunion des États parties et de la Commission pour aider les États à leurs conclusions sur les limites extérieures du plateau continental. La complexité du processus exige que les États et les institutions et organisations pertinentes aident les pays en développement à renforcer leur capacité en tirant parti des cours de formation pour les aider à présenter des conclusions, comme l'exige l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Ma délégation voudrait remercier la Norvège de ses contributions au fonds d'affectation spéciale établi à cet effet, et remercier également tous ceux qui travaillent dans cet objectif.

En conclusion, ma délégation aimerait avaliser les observations faites par le Secrétaire général dans son rapport, à savoir que les océans sont une source importante d'aliments, de minéraux, de biens, de services et d'énergie, et le dépositaire de la sécurité nationale, régionale et mondiale, ainsi qu'une partie essentielle de la biosphère. C'est pourquoi le Kenya appelle ceux qui ne l'ont pas encore fait à ratifier et appuyer la mise en oeuvre du régime juridique établi par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et d'autres cadres non contraignants.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je souhaite lancer un appel. Tout en comprenant bien le besoin de procéder à des consultations, j'apprécie encore plus le besoin de calme dans cette salle, surtout lorsque des déclarations sont en cours. Je demande humblement aux représentants de faire preuve de compréhension et de coopération.

M. Beyendeza (Ouganda) (*parle en anglais*) : L'Ouganda a pris une part active à tout le processus de négociations sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. C'est donc un grand plaisir pour nous que d'assister à cette importante célébration des 20 ans d'existence de ladite Convention.

Il est tout à fait opportun que l'ONU ait décidé de tenir une cérémonie extraordinaire pour célébrer les

contributions de tous ceux qui ont oeuvré sans relâche pour donner une expression concrète à la Convention. Sans leur compétence, sans leur vision et sans leur engagement, la Convention n'aurait pas été parachevée, et ceci, bien sûr, aurait privé le monde d'un modèle exceptionnel pour des traités internationaux, ce qui a incité les nations à lutter pour la sauvegarde des mers, patrimoine commun de l'humanité.

Il suffit de regarder les statistiques pour constater que la Convention a permis de réaliser de bonnes choses. Le fait que seuls 31 des 152 États côtiers doivent encore devenir parties à la Convention, alors qu'un total impressionnant de 138 États en sont parties, témoignent de la reconnaissance universelle de la Convention en tant que modèle de traité international. Nous attendons avec impatience la ratification universelle de la Convention, qui semble devoir se concrétiser dans un avenir proche.

Cela fait 12 ans que l'Ouganda est devenu un État partie à la Convention; nous comptons parmi les 16 États parties sans littoral. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer a joué un rôle important pour freiner l'exploitation des ressources marines, ainsi que l'altération et la destruction des habitats aquatiques. Il est vrai qu'au niveau mondial, nous sommes confrontés à une situation paradoxale : un quart environ des stocks de poissons est surexploité, alors qu'ailleurs, seule la moitié est pleinement exploitée. Depuis 1982 cependant, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer a permis de signaler au monde le besoin de sécurité alimentaire des habitants des zones côtières, en particulier dans les pays en développement. La Convention a également joué un rôle vital en faveur de la recherche scientifique marine. Ces 20 dernières années, nous avons vu s'accroître la recherche marine pour le bien général de l'humanité. Elle a en effet encouragé le développement durable de nombreuses zones côtières et a permis de rendre les gouvernements responsables de la manière dont ils exploitent les ressources de la mer.

L'Ouganda tient particulièrement à saluer la création et le fonctionnement de l'Autorité internationale des fonds marins, de la Commission des limites du plateau continental et du Tribunal international du droit de la mer. Il ne fait aucun doute que ces trois organismes ont permis d'atteindre certains des objectifs fixés par la Convention dans les domaines de la gestion du patrimoine commun de l'humanité, de

la juridiction et du règlement des différends. Nous prenons note de l'étape significative que constitue la conclusion par l'Autorité de contrats de 15 ans pour la prospection des nodules polymétalliques dans les zones approuvées par l'Assemblée en 2000.

Je voudrais exprimer la gratitude de l'Ouganda envers l'ONU pour le travail effectué par les institutions spécialisées concernant divers aspects des affaires maritimes et du droit de la mer. Ce travail a permis à des pays comme l'Ouganda d'avoir accès à l'information, d'obtenir des conseils sur les questions relatives à leur situation particulière de pays en développement sans littoral et de participer à des réunions internationales.

L'examen annuel de l'évolution des affaires maritimes et du droit de la mer a trouvé appui dans les résolutions de l'Assemblée chaque année. À cet égard, l'Ouganda se félicite de l'examen de l'évolution des affaires maritimes contenu dans le rapport du Secrétaire général sur les océans et le droit de la mer (A/57/57 et Add.1), soumis à la présente session de l'Assemblée générale.

En tant que pays en développement sans littoral, l'Ouganda se félicite de la création, aux termes de la résolution 55/7 de l'Assemblée générale en date du 30 octobre 2000, d'un fonds d'affectation spéciale pour faciliter la préparation des dossiers présentés à la Commission des limites du plateau continental par les pays en développement et les petits États insulaires en développement. Nous remercions la Norvège de son don généreux au fonds et nous encourageons les autres États Membres à effectuer des dons similaires. Nous espérons sincèrement que, contrairement à l'expérience passée, des remboursements seront versés à tous les demandeurs approuvés afin que le fonds remplisse la tâche qui lui a été fixée. L'accès au fonds est également essentiel pour financer la formation du personnel des pays en développement et permettre à ces pays de préparer les dossiers qu'ils doivent soumettre à la Commission. Par ailleurs, nous voudrions exprimer notre gratitude pour les différents ateliers, cours de formation et colloques qui ont été organisés cette année.

On se souviendra que lors du Sommet mondial pour le développement durable, tenu à Johannesburg, la question des océans et de l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer a été abordée dans les parties IV et VII du Plan

d'application. Le Sommet a identifié les questions relatives aux océans qui exigent des efforts pour parvenir au développement durable et a reconnu que les océans et les mers sont des composantes essentielles de l'écosystème de la planète. Ils sont aussi d'importance cruciale pour la sécurité alimentaire mondiale et de nombreuses économies nationales en dépendent pour atteindre une croissance économique durable et pour satisfaire leurs besoins en matière de nutrition. Les océans et les mers ont une importance particulière pour les pays en développement. Le Sommet a aussi souligné la nécessité de mettre en place au sein du système des Nations Unies un mécanisme de coordination interinstitutions, efficace, transparent et permanent, sur les questions maritimes et côtières. Nous attendons avec intérêt la création d'un tel mécanisme.

Nous voudrions réitérer l'appel lancé par le Sommet s'agissant de l'élimination des subventions qui contribuent aux pêcheries illégales et non réglementées et à la surexploitation des capacités. À Johannesburg, on a reconnu que les pays en développement ont besoin d'une assistance financière pour développer leurs capacités nationales, régionales et sous-régionales s'agissant des infrastructures de développement, d'une gestion intégrée et d'une utilisation durable des pêcheries. L'Ouganda, en association avec ses partenaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est, participe actuellement à un tel processus d'intégration régionale en vue d'assurer le caractère durable des activités de pêche dans le lac Victoria. Nous sommes heureux d'indiquer que d'importants progrès ont été accomplis dans ce domaine avec l'aide de plusieurs partenaires de développement.

L'Ouganda estime que si le Plan d'application de Johannesburg est mis en oeuvre de manière efficace, il encouragera le développement durable au niveau mondial, ainsi que l'a prévu l'Action 21, qui offre un schéma général du développement durable mondial.

M. Dauth (Australie) (*parle en anglais*) : C'est avec une réelle satisfaction que l'Australie s'associe à la commémoration du vingtième anniversaire de l'adoption de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. La Convention revêt une importance fondamentale pour mon pays; elle définit notre juridiction, nos ressources et nos obligations envers l'environnement. Elle représente le fondement de toute notre approche vis-à-vis des océans placés sous notre juridiction et au-delà.

Vingt années se sont écoulées et la Convention s'est véritablement avérée la « constitution » des océans. Elle demeure la pierre angulaire de tous les efforts relatifs à la bonne gestion des océans. Grâce aux diverses accessions à la Convention qui ont eu lieu hier, nous nous rapprochons de son application universelle. Ce matin, je voudrais particulièrement signaler l'accession de notre ami et voisin du Pacifique, Tuvalu, et m'en féliciter. Nous espérons que d'autres États feront de même très bientôt.

L'Australie s'est félicitée de voir que les questions maritimes ont obtenu la place qui leur revenait lors du Sommet mondial pour le développement. La section sur les océans et les côtes du Plan d'application du Sommet montre bien le chemin parcouru par la communauté internationale ces 20 dernières années, s'agissant de l'examen des questions maritimes. Le Plan d'application fournit une feuille de route détaillée aux niveaux tant national que régional et mondial, afin de garantir la protection de l'environnement marin et, d'autre part, la conservation et la gestion durables des océans dans le monde.

L'Australie prend actuellement des mesures pour mettre en place un cadre de gestion intégrée des océans. Après l'adoption de la politique australienne sur les océans en 1998 et la création consécutive du Bureau national des océans, le travail sur le projet de premier plan marin régional, qui couvre une grande partie de la zone économique exclusive australienne, est désormais pratiquement achevé. Il marque une ère nouvelle de gouvernance pour l'une des zones économiques exclusives les plus importantes au monde. Il fournira les bases de la biodiversité, de la conservation et de la gestion durable de toutes les zones maritimes australiennes.

Il y a également eu des faits nouveaux importants dans la région du Pacifique. Nombre ont déjà été énumérés dans la déclaration que le Représentant permanent de Fidji a prononcée au nom du Forum des îles du Pacifique et que, naturellement, nous appuyons totalement. L'Australie voudrait néanmoins reconnaître et saluer l'adoption par les dirigeants des îles du Pacifique de la politique maritime régionale du Pacifique.

Le Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans, mis en place par l'ONU, a constitué ces dernières années une importante contribution à l'examen par l'Assemblée générale des questions

maritimes, améliorant la compréhension des questions clefs, enrichissant nos discussions et facilitant une meilleure application de la Convention. L'Australie se félicite de la décision de maintenir le Processus pendant trois années supplémentaires. Nous attendons également la création d'un mécanisme efficace de coordination interinstitutionnelle, qui garantira une approche intégrée de gestion des océans à l'échelon planétaire.

L'entrée en vigueur, à la fin de l'année dernière, de l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons marque une étape importante dans les efforts internationaux en faveur d'une pêche viable. Les membres ne sont pas sans savoir que l'Accord exige la coopération des États afin de veiller à ce que les stocks de poissons chevauchants et grands migrants soient préservés et gérés de façon durable au profit des générations présentes et futures et qu'il présente un modèle de gestion efficace pour les pêches régionales. L'Accord exige également que l'on prenne des mesures énergiques en faveur de la préservation et de la gestion; des mesures qui prennent en compte la mise en valeur durable des stocks visés, mais aussi leur impact sur les écosystèmes marins. L'Australie prie instamment tous les États de devenir parties à l'Accord le plus rapidement possible, et d'en appliquer les dispositions. Il est fondamental de parvenir à une pêche responsable.

La pêche illégale, non déclarée et non réglementée met gravement en péril la viabilité d'une grande partie des pêcheries mondiales. Nous devons être clairs: la pêche illégale, non déclarée et non réglementée constitue une infraction à la Convention. Il est impératif que tous les États coopèrent pour prévenir ce type de pêche. Les États côtiers ne sont pas en mesure d'y parvenir à eux seuls. La pêche illégale, non déclarée et non réglementée est un problème mondial, d'où la nécessité de coopérer à l'échelle mondiale pour y remédier. Les États du pavillon, les États de nationalité, les États du port et les États où les produits sont commercialisés doivent eux aussi intervenir.

Le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable invite tous les États à élaborer et à appliquer à titre d'urgence, à l'échelle nationale et régionale, des plans d'action qui visent à prévenir, décourager et éliminer la pêche illégale, non déclarée et non réglementée avant 2004; il les invite également à assurer une surveillance, une notification et un contrôle efficaces des bateaux de pêche. L'Australie souscrit pleinement à cet appel.

Dans ce contexte, l'Australie est déçue de constater que, dans le domaine de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, certains États – et en particulier les États du pavillon – semblent manifester un plus grand zèle lorsqu'il s'agit d'exercer leurs droits que lorsqu'il s'agit de remplir les obligations qui vont de pair avec ces droits. Il faut que cela change, et rapidement. Les dommages pour l'environnement et autres dommages que provoque ce type de pêche sont trop importants pour qu'on puisse les tolérer plus longtemps. Du point de vue de l'Australie, il est temps que la communauté internationale prenne des mesures à l'encontre des États qui n'appliquent pas les obligations internationales existantes et dont les ressortissants ainsi que les navires battant le pavillon persistent à soutenir ou à pratiquer la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. La communauté internationale doit, sans tarder, élaborer et appliquer des mesures non discriminatoires, transparentes et équitables visant à pénaliser les États « resquilleurs » et à prévenir ce type de pêche. Ces mesures devraient être appliquées de façon large et systématique par l'entremise des organisations régionales pertinentes.

Dans le projet de résolution général sur le droit de la mer (A/57/L.48/Rev.1), les États Membres sont instamment priés de collaborer ensemble et avec l'Organisation maritime internationale pour renforcer les mesures visant à empêcher l'embarquement sur les navires impliqués dans le transport clandestin de migrants. L'Australie, qui souscrit à cet appel, a lancé, durant l'année écoulée, un processus régional de lutte contre le transport clandestin d'être humains, y compris par la mer. Nous poursuivrons nos efforts dans ce domaine.

En conclusion, je voudrais exprimer l'appui de l'Australie aux trois projets de résolution dont l'Assemblée générale a été saisie au titre de cette question. Nous remercions les coordonnateurs de leur travail et le Secrétariat de son aide. L'Australie se réjouit d'être coauteur de ces textes.

Mme Geddis (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : La Nouvelle-Zélande s'associe vivement à la déclaration que le Représentant permanent des Fidji a prononcée au nom des États du Forum des îles du Pacifique, dont la Nouvelle-Zélande fait partie. Nous voudrions toutefois ajouter quelques observations à titre national.

Cette année est particulièrement importante pour la question des océans et du droit de la mer. Notre débat coïncide avec le vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. La pertinence fondamentale de la Convention et de ses principes a été réaffirmée et exprimée sous une forme plus à jour par nos dirigeants lors du Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenu à Johannesburg en août 2002. Le Plan d'application adopté à Johannesburg comprend un chapitre qui porte directement sur les questions relatives aux océans. La Nouvelle-Zélande se félicite des engagements pris dans ce domaine pendant le Sommet et nous constatons avec satisfaction qu'un pas en avant a été fait vers la réalisation de la plupart de ces engagements, avec le texte des projets de résolution qui ont été préparés au titre de cette question.

La Nouvelle-Zélande reste intéressée et préoccupée par la gestion intégrée des océans et des régions côtières, qui comprend la protection de la biodiversité marine. En tant qu'État côtier possédant sous sa juridiction une vaste superficie d'espaces marins, nous sommes conscients des nombreux effets interdépendants de l'exploitation des océans sur l'environnement. Par conséquent, nous sommes particulièrement satisfaits que le Sommet de Johannesburg ait reconnu qu'il fallait créer un réseau représentatif des zones maritimes protégées afin d'offrir une protection complète aux milliers d'espèces qui peuplent la mer et aux divers habitats que celle-ci abrite. Nous sommes également conscients de la nécessité d'adopter de nouvelles approches en matière de gestion des activités maritimes, notamment de la pêche. À cette fin, la Nouvelle-Zélande accueillera, conjointement avec l'Australie et l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation, une conférence internationale en décembre 2003 afin d'identifier et d'étudier les questions relatives à la science, à la gouvernance et à la gestion des pêches hauturières.

La Nouvelle-Zélande continue d'attacher une importance particulière à la préservation et à la gestion des ressources halieutiques. Sachant que le poisson reste la première source de protéines naturelles pour la consommation humaine, il est évidemment dans l'intérêt de tous les États de gérer efficacement les stocks de poissons, et c'est une responsabilité qui doit être partagée par tous.

L'équilibre des intérêts et des responsabilités entre les États côtiers et les États qui pratiquent la pêche en haute mer a été réalisé dans la Convention, puis concrétisé plus complètement à travers l'Accord sur les stocks de poissons de 1995. Ces textes posent un cadre juridique à la gestion des stocks de poissons, à la fois à l'échelon national et régional. La Nouvelle-Zélande se félicite de l'entrée en vigueur de l'Accord de 1995 et de la première rencontre des États qui y sont parties, en juillet dernier, et nous ne doutons pas que ces rencontres gagneront en importance à mesure que le nombre des États parties à l'Accord continuera d'augmenter.

La Nouvelle-Zélande est vivement préoccupée par l'existence persistante de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, tant dans les zones de juridiction nationale qu'en haute mer. La Nouvelle-Zélande considère comme hautement prioritaire la lutte contre cette activité, lutte qui exige la coopération de tous : États du pavillon, États côtiers, États du port, États où les produits sont commercialisés et États dont des ressortissants et des sociétés pratiquent ce type de pêche. À cet égard, nous approuvons sans réserve l'attention accordée à cette question dans les deux projets de résolution sur les pêches, A/57/L.49 et L.50, et nous sommes fiers de prêter notre nom à ces deux textes en tant que coauteurs.

La Nouvelle-Zélande poursuit son action en vue de se doter d'une politique intérieure sur les océans qui soit intégrée et qui fournisse un cadre d'orientation global pour la réglementation et la gestion des activités conduites dans les eaux de la juridiction néo-zélandaise. Nous avons déjà profité de l'adoption, en août dernier, d'une politique semblable dans notre région, première politique régionale du genre à être adoptée par des États.

Une telle approche intégrée est également nécessaire à l'échelon planétaire. Nous nous félicitons de la décision, qui ressort du projet de résolution A/57/L.48/Rev.1, de poursuivre le Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, lequel offre l'occasion vitale de passer en revue les différents aspects du cadre maritime international. De la même manière, nous souscrivons pleinement à la conclusion retenue à Johannesburg et reprise dans le projet de résolution, à savoir qu'il est primordial de créer un mécanisme de coordination interinstitutionnelle équivalent au sein du système des Nations Unies. Et nous attendons avec intérêt de

connaître les mesures que le Secrétaire général prendra dans ce sens.

Enfin, nous remercions le Secrétaire général de son rapport, qui, comme toujours, est exhaustif et se révèle d'une grande utilité pour les délégations et pour tous ceux qui, à un titre quelconque, s'occupent des océans. Nous avons participé à l'examen de son rapport lors du Processus consultatif qui s'est tenu cette année et qui a identifié les principales sources d'inquiétude. En tant que coauteur du projet de résolution inscrit à l'ordre du jour, nous nous félicitons du fait que les préoccupations ainsi que les conclusions atteintes de commun accord, figurent dans le projet de résolution A/57/L.48.

M. Bennouna (Maroc) : Il suffit de jeter un simple regard sur une carte pour se rendre compte à quel point le Maroc est concerné par tous les aspects du droit de la mer. Avec 3 500 kilomètres de côtes, le Maroc est le seul pays africain à être riverain de la Méditerranée et de l'Atlantique et par conséquent du détroit de Gibraltar qui est d'une importance, comme on le sait, vitale pour la navigation internationale.

La vocation maritime du Maroc est historiquement datée, si on peut dire. Nous avons conclu un traité à ce sujet avec la Hollande, au début du XVII^e siècle, pratiquement au moment même où un grand savant de ce pays, Hugo de Groot, dit Grotius, dont la statue trône à Delft, défendait sa fameuse thèse sur la *Mare Liberum*, la liberté des mers. Bien entendu cette situation privilégiée qui est la situation du Maroc, au carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de l'Europe a suscité de multiples convoitises, nos côtes et îlots avoisinants ayant été l'objet de diverses occupations le long des siècles, soit pour y établir des pêcheries, soit des comptoirs ou des forteresses, ou même des prisons. Il reste malheureusement encore aujourd'hui certaines survivances anachroniques de ce temps révolu.

Le Royaume du Maroc demeure persuadé que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer est un instrument juridique d'une importance capitale non seulement pour la mise en valeur durable des mers et des océans mais aussi pour le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales. C'est dans ce contexte que les anachronismes territoriaux que je viens d'évoquer devraient trouver un règlement selon les moyens pacifiques prévus par la Charte des Nations Unies.

C'est conscient de cette importance et du caractère coutumier de la quasi totalité des dispositions de la Convention de Montego Bay que le Royaume du Maroc a décidé d'engager les procédures pour la ratification de la Convention. Et si vous me permettez, Monsieur le Président, une petite note personnelle; à cette occasion, j'ouvre une parenthèse : je suis personnellement très heureux de cette décision de mon pays, car je fais partie, comme le disait Tommy Koh, l'ancien Président de la Conférence, je crois au début de ce débat, des survivants de cette Conférence sur le droit de la mer. Je crois que l'on devrait prendre soin des survivants, dont je suis, parce qu'ils sont en voie de disparition, paraît-il, et donc, cela devient une espèce rare. Je ferme cette parenthèse personnelle.

Le Maroc a participé très activement, effectivement, à toute la phase d'élaboration du droit de la mer dans tous ses aspects. C'est donc pour des raisons purement conjoncturelles que la ratification de la Convention n'a pu encore intervenir, mais le Maroc, je peux en assurer l'Assemblée, a scrupuleusement respecté toutes les dispositions matérielles de ce texte. Notamment, toutes les mesures et les précautions ont été entreprises par les autorités et les organismes concernés pour que l'exploitation des ressources maritimes renouvelables et non renouvelables se fasse dans le respect des normes internationales de sauvegarde et de protection.

En effet, nous avons été, dès le départ de l'aventure de la codification du droit de la mer, pleinement conscients de l'unicité du milieu marin auquel correspond l'approche globale et intégrée de la Convention. L'unicité du milieu marin ne va pas sans l'existence de ses dimensions multiples et de divers intervenants. C'est pour cela que le Royaume du Maroc met en place actuellement une stratégie nationale globale destinée à servir de guide et de référence pour tous les secteurs spécialisés et pour tous les opérateurs qui sont en relation avec le milieu marin.

Entre cette stratégie nationale et le cadre global de référence, à savoir la Convention, il y a bien entendu la coopération régionale indispensable. Il convient, dans ce contexte, de procéder d'un commun accord aux délimitations nécessaires des espaces maritimes, mais aussi de coopérer pour éviter que ces espaces ne soient l'objet de pollutions de toutes sortes. La catastrophe récente provoquée par l'accident survenu au pétrolier *Prestige* au large des côtes de la Galicie espagnole, doit amener les pays de notre

région, région très fréquentée par des navires de toutes dimensions et origines à beaucoup plus de vigilance, de telle manière à ce que les normes de sécurité soient strictement appliquées par tous ceux qui empruntent les grandes routes maritimes au large de nos côtes.

Le Gouvernement marocain, qui a exprimé sa pleine solidarité avec le Royaume d'Espagne qui a été si gravement affecté par le sinistre provoqué par le pétrolier *Prestige*, a adhéré à tous les principes de la déclaration conjointe franco-espagnole qui vient d'être adoptée à Malaga, le 28 novembre dernier, dans le but de promouvoir un certain nombre de mesures préventives à l'égard des navires transportant des produits dangereux. Le Maroc a décidé de son côté, le 5 décembre de ce mois, de soumettre à une déclaration préalable auprès des autorités compétentes l'accès à la zone économique exclusive marocaine de tous les navires monocoque de plus de 15 ans d'âge transportant du pétrole brut, du fuel lourd, du goudron ou d'autres matières constituant un risque pour l'environnement marin.

Le Royaume du Maroc s'inscrit parfaitement dans l'oeuvre remarquable de notre organisation en faveur d'un ordre des océans qui préserve les équilibres globaux, tout en répondant équitablement aux préoccupations de tous les membres de la communauté internationale. Nous apprécions vivement, et je le dis de façon appuyée, l'expertise qui est fournie à ce titre par la Division du droit de la mer et des océans des Nations Unies, où une équipe attentive et imaginative est à l'écoute de tous ceux qu'attire le vent du grand large. Et je terminerai sur un poète, Valéry, qui évoquait la « mer toujours recommencée » pour dire que nous devons tous unir nos efforts afin que tout cela se perpétue, comme la vie, au gré des flux et des reflux créatifs.

M. Sealy (Trinité-et-Tobago) (*parle en anglais*) : La délégation de la Trinité-et-Tobago souhaite s'associer à la déclaration faite par le représentant du Samoa au nom de l'Alliance des petits États insulaires et à la déclaration faite par le représentant de la Jamaïque au nom de la Communauté des Caraïbes.

Le Gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago se joint aux autres gouvernements du monde ayant la même vision des choses pour célébrer cette occasion historique, le vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature à Montego Bay (Jamaïque), le 10 décembre 1982, de la Convention des Nations

Unies sur le droit de la mer. Cette Convention a été l'aboutissement remarquable d'années de diplomatie multilatérale laborieuse visant à définir des règles juridiques internationalement acceptables concernant la dernière frontière de l'humanité sur la terre, par le biais d'un processus qui a abouti à l'adoption de règles universellement applicables et contraignantes régissant toutes les utilisations des mers et des océans de notre planète.

Le résultat fructueux des efforts déployés par tant de négociateurs éminents – dont certains ont été publiquement reconnus lors de notre réunion commémorative du 9 décembre 2002 – pour mettre sur pied un régime juridique international juste et équitable à partir de revendications nationales et de groupes d'intérêt nombreux, disparates et contradictoires, montre bien que des problèmes mondiaux qui peuvent de prime abord sembler inextricables peuvent être résolus avec de la patience, du tact et des compétences diplomatiques, pourvu qu'existe la volonté politique de trouver des solutions de compromis.

Les réalisations dues à la Convention de 1982 comprennent la fixation des limites extérieures de la mer territoriale d'un État côtier; la définition du concept juridique d'État archipélagique; la mise au point et la codification progressives de la zone économique exclusive des 200 milles marins, ce qui, dans le cas de nombre de petits États insulaires en développement, leur donne plus d'espace marin que d'espace terrestre; l'établissement de règles claires pour la navigation internationale dans la mer territoriale, dans les détroits et dans les zones économiques exclusives et en haute mer; la définition des limites extérieures du plateau continental au-delà des 200 milles marins; l'établissement d'une solution équitable en tant qu'objectif de toute délimitation des frontières maritimes; l'instauration d'un régime de protection et de préservation du milieu marin contre la dégradation et en faveur du transfert de la science et de la technologie marines; et enfin, l'institutionnalisation d'un régime juridique internationalement reconnu au-delà de la juridiction nationale pour les fonds marins qui sont le patrimoine commun de l'humanité. Ces 20 dernières années, ces réalisations ont apporté la paix, la justice, l'équité et la sécurité sur les océans et ont donc évité à la communauté internationale un autre sujet de division et de conflit entre États.

L'objectif de l'universalisation de la Convention et des accords relatifs à son application n'est pas

encore atteint, car plusieurs États qui ont joué un rôle important dans la formulation de nombre de ses dispositions et qui ont profité ou vont profiter de la mise en oeuvre de toutes ses dispositions ne sont pas encore devenus parties à la Convention. La délégation de la Trinité-et-Tobago invite donc instamment Les États qui ne sont pas encore devenus parties à la Convention et aux accords relatifs à son application à le faire aussi rapidement que possible afin de veiller à ce que les droits, les devoirs, les responsabilités et les obligations qui en émanent deviennent contraignants pour tous les États à l'échelle mondiale.

Toutefois, il reste encore beaucoup à faire. Comme l'a dit le Secrétaire général dans son rapport publié sous la cote A/57/57, les réalisations sont impressionnantes mais les défis sont également énormes. De nombreux pays, dit-il, constatent que leur prise de conscience et leurs connaissances sont insuffisantes et dispersées, leurs ressources rares, leur capacité limitée et leurs moyens d'application inadéquats.

L'un des domaines problématiques susceptibles de provoquer des conflits entre États voisins – un domaine où les principes de bon voisinage devraient être la règle et non l'exception – tient à l'insuffisance de frontières maritimes internationalement convenues, en particulier quand on attend un développement économique et social accru, compte tenu du potentiel d'exploitation des ressources des zones non délimitées.

La Trinité-et-Tobago, après avoir négocié avec succès pendant de nombreuses années et après avoir fait entrer en vigueur, de manière ouverte et transparente, un accord de délimitation des frontières maritimes avec le Venezuela en 1991, il y a 11 ans de cela, cherche actuellement à conclure ses négociations sur les frontières maritimes avec l'État insulaire voisin de la Barbade pour ce qui est des secteurs de la mer des Caraïbes et de l'océan Atlantique, et à reprendre bientôt une activité similaire avec la Grenade pour ce qui de notre autre frontière maritime dans la mer des Caraïbes. La mise en place des frontières maritimes d'un État, on s'en souviendra, ne peut être le résultat d'un acte unilatéral fondé sur une législation nationale, mais doit être le résultat de négociations bilatérales menées en toute bonne foi ou en recourant à d'autres moyens pacifiques pour le règlement des différends reconnus par le droit international. La Trinité-et-Tobago continuera de mener des négociations bilatérales avec les États insulaires voisins afin de

parvenir aussi rapidement que possible à un accord juste et équitable sur des frontières maritimes qui respectent les droits et les intérêts des États côtiers concernés.

Pour ce qui est de la délimitation dans la région de la mer des Caraïbes, la Trinité-et-Tobago se félicite de l'initiative du Président mexicain Vicente Fox, initiative qui a mené à la tenue à Mexico, du 6 au 8 mai derniers, d'une conférence des États côtiers des Caraïbes sur la délimitation maritime, l'objectif étant de faciliter, principalement par le biais de l'assistance technique, l'ouverture volontaire de négociations tendent à délimiter les zones maritimes entre États côtiers des Caraïbes. La Trinité-et-Tobago estime positif l'un des résultats de cette conférence, à savoir la création d'un fonds d'affectation spéciale axé sur les Caraïbes et dont l'objectif est de procéder à ces délimitations, et elle engage instamment les gouvernements en mesure de le faire à contribuer au financement de ce fonds d'affectation spéciale.

En tant qu'État habilité, au titre du droit international et national et pour des raisons géologiques et géomorphologiques, à étendre la juridiction de son plateau continental au-delà de la limite extérieure des 200 milles marins de sa zone économique exclusive dans la région de l'océan Atlantique au rebord externe de la marge continentale, la Trinité-et-Tobago se félicite des efforts visant à proposer des cours de formation qui aideraient les pays en développement à préparer les conclusions techniques et scientifiques destinées à la Commission des limites du plateau continental, relatives à la délimitation des limites extérieures de leur plateau continental respectif. La Trinité-et-Tobago a participé à un cours de formation similaire offert par le Gouvernement du Brésil en mars dernier, et espère pouvoir soumettre une demande au fonds d'affectation spéciale établi par la résolution 55/7 de l'Assemblée générale en date du 30 octobre 2000 afin de présenter les conclusions pertinentes à la Commission dans les délais arrêtés par la Convention et conformément à la décision adoptée à la onzième réunion des États parties à la Convention.

Lorsque l'Ambassadeur Arvid Pardo de Malte, petit État insulaire en développement dans la région de la Méditerranée, a proposé d'inscrire ce sujet à l'ordre du jour international, l'objectif initial était d'aboutir à un régime juridique international pour l'exploration et l'exploitation des ressources riches en minéraux des

fonds marins internationaux. La délégation de la Trinité-et-Tobago est encouragée par les progrès accomplis à ce jour par l'Autorité internationale des fonds marins, dont le siège se trouve en Jamaïque, en ce qui concerne la signature des contrats d'exploitation d'une durée de 15 ans par sept investisseurs pionniers enregistrés s'agissant des nodules polymétalliques. Nous avons également noté que des discussions préliminaires ont été organisées sur des questions liées à la prospection et à l'exploration des sulfures polymétalliques et des croûtes de manganèse riches en cobalt dans la Zone. La délégation de la Trinité-et-Tobago espère en particulier que la communauté internationale, et en particulier les États en développement, tireront un bénéfice financier de l'exploitation des ressources minérales dans les fonds marins qui font partie du patrimoine de l'humanité.

Enfin, de récents rapports ont attiré l'attention sur la crise traversée par les 17 principales pêcheries mondiales, dont 90 % se trouvent dans la zone économique exclusive des États côtiers, qui ont la lourde responsabilité de conserver et de gérer les ressources vivantes marines mondiales. On a rapporté qu'on pêche actuellement 50 % des stocks de poissons à des niveaux viables à long terme alors que 25 % sont surpêchés. Il est clair que, en tant que gouvernements des États côtiers ayant à coeur une pêche responsable, nous avons l'obligation d'aboutir à une utilisation durable des pêches en prenant des mesures aux niveaux régional, sous-régional et international afin de maintenir ou de reconstituer les stocks de poissons en voie d'épuisement à des niveaux permettant d'assurer un rendement durable maximal. Nous le devons aux générations futures.

La Trinité-et-Tobago est consciente de l'obligation qui lui incombe de promouvoir la préservation et l'utilisation viable des ressources marines vivantes et de préserver la diversité biologique marine. En élaborant nos politiques nationales de gestion des pêches et dans le cadre de négociations d'accords bilatéraux d'accès à la pêche avec les États voisins, nous veillerons à ce que divers concepts convenus au niveau international, des outils et approches, notamment le principe de précaution, soient appliqués pour améliorer la conservation et la gestion des stocks de poissons.

L'avenir des mers et océans du monde dépend d'une approche intégrée et holistique face aux problèmes de l'espace océanique. Les instruments

juridiques internationaux, qu'ils soient contraignants ou non, existent déjà. Il incombe donc à tous les gouvernements, en cette l'heure de célébration, de déployer leurs efforts pour mener une action, tant individuelle que collective, qui assurera le développement durable des ressources, tant vivantes que non vivantes, des mers et océans du monde.

M. Balzan (Malte) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe à la déclaration du Danemark au nom de l'Union européenne. Permettez-moi cependant de faire un certain nombre d'observations à titre national.

La route de l'universalisation de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer a été longue. Ouverte à la signature il y a 20 ans, la Convention n'est entrée en vigueur que 12 années plus tard. L'Accord de 1994 relatif à l'application de la partie XI de la Convention a conduit à son acceptation par un grand nombre de pays qui avaient préalablement marqué des hésitations.

Depuis un certain temps déjà, le nombre des États parties à la Convention, de même que le respect de ses dispositions par de nombreux États non parties, ont rendu de fait cette Convention universelle. Il est encourageant de constater que, alors que nous rendons hommage à la contribution de la Convention et de ses pionniers, de nouveaux États ont accédé à la Convention et des perspectives encourageantes subsistent en ce qui concerne l'adhésion d'autres États, ce qui ajouterait de grands espaces océaniques et maritimes à tous ceux où la Convention s'applique. De telles évolutions seraient particulièrement bienvenues et, nous l'espérons, serviraient de catalyseur à l'universalisation officielle du processus avec l'accession des derniers États qui n'ont pu se joindre au reste de la communauté internationale pour diverses raisons.

Depuis l'entrée en vigueur de la Convention, les États parties se sont affairés à mettre en place l'infrastructure institutionnelle énoncée dans la Convention sous la forme du Tribunal international du droit de la mer, de l'Autorité internationale des fonds marins et de la Commission des limites du plateau continental. Les trois organes sont maintenant en place et fonctionnent de manière satisfaisante, inspirant confiance dans leur capacité d'exercer leurs fonctions.

Certains commentateurs ont suggéré que le volume de travail relativement limité de ces

institutions témoigne du fait qu'elles ont été mises en place de manière prématurée et qu'elles constituent en conséquence un fardeau financier non justifié. Ma délégation ne souscrit pas à ces idées. Trop d'institutions internationales ont été mises en place en réaction à des situations de crise. Invariablement, on perd beaucoup de temps à rattraper les événements ou à éteindre les incendies plutôt qu'à les prévenir. La mise en place d'un tribunal international alors que des différends ou des conflits d'intérêts ont déjà éclaté ne facilite pas une prise de décisions réfléchie. Dans le même ordre d'idées, il serait bien plus difficile de mettre en place un régime juste pour une exploitation équitable des ressources océaniques si l'exploitation des fonds marins à buts lucratifs était déjà une réalité.

En outre, la mise en place de l'Autorité internationale des fonds marins avant que l'exploitation commercialement viable des ressources minérales ne devienne une réalité a permis à la communauté internationale de prendre conscience des ressources génétiques précieuses du fond marin, dont l'examen est d'ailleurs à l'ordre du jour international.

Si le choix de la communauté internationale est entre la mise en place diligente et précoce d'une architecture pour traiter des défis à venir et une attitude attentiste suivie de l'établissement de règles une fois que les conflits ont éclaté, la préférence de ma délégation est claire.

Ces dernières années, l'Organisation des Nations Unies a réalisé une sorte d'expérimentation dans son examen des vastes questions relevant de ce point de l'ordre du jour. Je veux parler du Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, qui a ajouté au calendrier de l'ONU une réunion annuelle et s'est attaché à traiter les questions de grande importance – de la recherche marine scientifique et de la protection de l'environnement marin à la prévention de la piraterie et des vols à main armée en mer. La nature officieuse de cette réunion est l'une de ses plus grandes forces. Elle a permis un échange d'idées fertile entre experts nationaux, organisations internationales pertinentes, organisations non gouvernementales et institutions nationales. Cela a ouvert la voie à une coopération pratique et à une coordination des efforts entre divers protagonistes et a souligné tant la nécessité que les possibilités de renforcer les capacités.

Ma délégation, qui a appuyé d'emblée cette initiative, se réjouit que l'examen du travail du Processus consultatif ouvert à tous depuis 1999 ait débouché sur la confirmation de son mandat et de sa forme actuelle pour trois années de plus, comme le prévoit le projet de résolution générale que nous sommes sur le point d'adopter. L'institutionnalisation du Processus permettra d'en faire un outil plus solide et plus efficace aux mains de la communauté internationale des océans.

Ma délégation voudrait saisir cette occasion pour remercier les Coprésidents sortants du Processus consultatif, M. Simcock du Royaume-Uni et l'Ambassadeur Slade de Samoa pour leur brillant travail et nous attendons avec intérêt les délibérations sur la sécurité de la navigation et les zones maritimes protégées, qui seront les thèmes du Processus consultatif de l'an prochain.

Quand notre Ministre des affaires étrangères, M. Joe Borg, est intervenu lors du débat général de septembre dernier, il a condamné les individus sans scrupules qui, cherchant à tirer profit de la détresse d'autrui, se sont engagés dans le trafic d'êtres humains à travers la Méditerranée. Depuis, Malte a constaté un accroissement du nombre de navires surchargés, avec des immigrants épuisés et désespérés qui abordaient ses côtes et dont certains avaient traversé près de la moitié du globe. Bien que le Gouvernement maltais ait cherché à offrir le traitement le plus humain possible à ces victimes de la cupidité d'autrui, toutes nos ressources ont été mobilisées, du fait du nombre considérable des arrivants, notamment quand les débarquements se produisent chaque semaine, sinon plusieurs fois par semaine.

Mon gouvernement estime que le temps est certainement venu pour la communauté internationale d'agir aux fins de venir à bout de cette industrie inhumaine et de traiter des questions juridiques et humanitaires multiformes qu'elles impliquent pour tous les États et les individus concernés. Nous nous faisons l'écho de la suggestion de l'Union européenne selon laquelle la question doit être traitée de façon générale et avec sérénité, en vue de trouver des solutions internationales adéquates à long terme. Nous savons que ces solutions ne pourront être couronnées de succès que si elles sont envisagées parallèlement à des mesures traitant des causes sous-jacentes du trafic d'êtres humains, à savoir la pauvreté et le désespoir.

Au Sommet de Johannesburg, la possibilité de désigner la partie nord de Malte comme zone de protection du milieu marin a été présentée. L'intention déclarée du Gouvernement est de désigner plusieurs zones marines protégées autour des îles maltaises. Des études et des enquêtes des fonds marins autour de Malte, ainsi que des données de base, sont recueillies depuis plusieurs années. Entre-temps, les directives en matière de sauvegarde et de gestion des zones de protection du milieu marin ont été transmises à l'Autorité pour l'environnement et la planification pour approbation avant la désignation de ces trois premières zones de protection du milieu marin à Malte.

Les demandes auxquelles doivent faire face les mers autour d'un archipel densément peuplé comme le nôtre sont nombreuses et entrent souvent en concurrence. L'équilibre que nous cherchons, sur la base de nos connaissances maritimes encore incomplètes, n'est qu'un microcosme de l'équilibre que la communauté internationale doit trouver pour gérer les ressources bien plus importantes des océans et des mers dans le monde. Le grand éventail d'activités et d'initiatives reflétées dans le projet de résolution si riche de matière sur les océans et le droit de la mer représente des efforts sincères mais je crains insuffisants, de la part de la communauté internationale en vue de trouver un tel équilibre.

M. Arias (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je voudrais dire combien la délégation espagnole est heureuse de pouvoir participer à ce débat, au moment où nous célébrons le vingtième anniversaire de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

En tant qu'État membre de l'Union européenne, l'Espagne appuie pleinement la déclaration faite par le Danemark au nom de l'Union européenne et y souscrit.

Mon intervention se fonde sur la nécessité d'insister encore plus sur la dimension de la tragédie causée par l'accident du pétrolier *Prestige* au large de la côte de Galice, au nord-ouest de l'Espagne, tragédie qui a été mentionnée dans différentes interventions, notamment celle du représentant du Maroc, dont nous apprécions la solidarité. L'Espagne souhaite attirer l'attention sur la nécessité urgente de progresser de manière résolue, pour ce qui est de renforcer les règles internationales en vigueur, s'agissant de la sécurité de la navigation maritime et de la prévention de la pollution des milieux marin et côtier. À cet égard, je voudrais énoncer un certain nombre d'initiatives que

mon gouvernement cherche à promouvoir dans toutes les enceintes internationales pertinentes et qui, je l'espère, recevront l'appui de l'ONU.

Je voudrais mentionner les détails de l'affaire du *Prestige*, un pétrolier à simple coque, vieux de 26 ans, ne battant pas pavillon espagnol, qui transportait 77 000 tonnes de fioul lourd. Il a connu une grave avarie le 13 novembre 2002 et a coulé six jours plus tard, à quelque 200 kilomètres de la côte espagnole. Il a déversé plusieurs milliers de tonnes de fioul, polluant gravement les côtes d'une partie de mon pays et menace les régions voisines.

Face à cet événement regrettable, l'Espagne estime qu'il convient de souligner la responsabilité particulière des États du pavillon en ce qui concerne le respect par leurs vaisseaux des mesures de sécurité maritime. En outre, puisque les éléments de preuve indiquent que les mesures de contrôle prises par certains États du pavillon sont insatisfaisantes, l'Espagne appuie les propositions destinées à permettre à l'Organisation maritime internationale de surveiller, le plus rapidement possible, le contrôle exercé par les États du pavillon. Ce contrôle doit également comprendre des organisations de classification. Il est bien connu que même si le *Prestige* avait des certificats de navigation valides, l'accident a été causé par le manque de résistance dû à la conception de la coque du navire.

Le système de contrôle par les États du port a indéniablement contribué à améliorer la sécurité maritime. Néanmoins, il convient de le renforcer afin que des navires qui ne satisfont pas aux normes, comme le *Prestige*, ne puissent échapper facilement aux inspections. Par conséquent, entre autres mesures, on pourrait mentionner : des inspections plus fréquentes, plus approfondies et obligatoires pour les navires qui ont accusé des déficiences au cours d'inspections antérieures; le renforcement de mécanismes nationaux de contrôle pour le trafic maritime; l'obligation de signaler toute déficience qui doit être corrigée avant que le navire n'arrive au port; la normalisation des bases de données régionales, leur compatibilité et l'accès à celles-ci; et l'autorisation pour les inspecteurs d'assurer le suivi des réparations et de remédier aux graves déficiences qui ont été détectées.

L'expérience malheureuse que mon pays vient de faire avec le *Prestige* appelle à nouveau l'attention sur

la nécessité d'élaborer des recommandations sur les lieux de refuge pour les navires en détresse. Ces lieux doivent être éloignés des zones peuplées et des zones halieutiques ou touristiques. Ils doivent disposer de moyens adéquats pour les opérations de secours et pour lutter contre la pollution. Pour cette raison, l'Espagne a appuyé l'élaboration de ces recommandations au sein de l'Organisation maritime internationale (OMI), et l'octroi de garanties financières aux navires qui demandent refuge.

Il est absolument clair, compte tenu de ce très malencontreux accident à cause duquel je prends la parole, qu'il est urgent de mettre au point des mesures pour promouvoir la sécurité de la navigation maritime et la protection de l'environnement marin contre la pollution. À cet égard, l'Espagne a proposé une série de mesures de renforcement de la sécurité maritime et de prévention de la pollution dans le cadre de l'OMI et de l'Union européenne. Parmi les mesures qui ont été proposées, il convient de souligner la nécessité de modifier les routes de transit des navires qui transportent des marchandises dangereuses pour les éloigner encore davantage de certaines côtes particulièrement vulnérables et, en outre, la nécessité de retirer de la circulation les pétroliers monocoques et de les remplacer sans tarder par des bateaux à double coque.

Ce dernier problème préoccupe particulièrement l'Espagne. En fait, dans la région où s'est produite la catastrophe causée par le *Prestige*, 65 000 navires de commerce environ transitent chaque année et 40 000 d'entre eux transportent des marchandises dangereuses. Ceci montre bien que la communauté internationale ne peut pas se permettre d'attendre jusqu'en 2015 pour retirer de la circulation les navires monocoques tels que le *Prestige*, le *Kristal*, le *Castor* ou l'*Erika*. C'est pourquoi l'Espagne étudie avec d'autres pays la faisabilité de mesures destinées à limiter la navigation de navires obsolètes de ce type, conformément aux critères de la sécurité maritime et de la protection du milieu marin.

En outre, l'Espagne considère qu'il faut actualiser le régime international d'indemnisation pour les dommages résultant de la pollution par des hydrocarbures sur la base du principe «pollueur-payeur» en accélérant les procédures, en réduisant les délais de versement des indemnités et en adoptant des plafonds d'indemnisation suffisamment élevés pour qu'il soit possible de faire face aux risques éventuels

qu'implique le transport d'hydrocarbures par la voie maritime.

L'Espagne réaffirme en outre sa préoccupation face aux graves risques que des navires comme le *Prestige*, qui ne répondent pas aux critères de qualité voulus, font courir au milieu marin et impliquent pour la sécurité de la navigation. Par ailleurs, mon pays engage vivement la communauté internationale à faire un effort concerté pour élaborer des normes adéquates de protection et de préservation du milieu marin, ainsi que des normes adéquates garantissant la sécurité de la navigation maritime, et à veiller à l'application rigoureuse de ces normes afin d'éliminer une fois pour toutes ces risques inacceptables.

M. Kittikhoun (République démocratique populaire lao) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de prendre la parole au nom du Groupe des pays en développement sans littoral. Le vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention de 1982 sur le droit de la mer marque un moment tout particulier dans la coopération et les accords internationaux en ce qui concerne le règlement de toutes les questions relatives au droit de la mer.

Lorsque nous avons adopté la Convention, il y a vingt ans, nous avons créé un précédent en mettant en place un instrument international essentiel pour promouvoir la paix, la justice et le progrès dans le monde pour tous les êtres humains, de même que le développement durable des océans et des mers. L'application générale de la Convention par les États au cours de ces deux décennies a en fait contribué à la paix et au bon ordre des choses dans les océans.

Les droits et les intérêts des pays en développement sans littoral préoccupent tout particulièrement notre Groupe. Comme l'Assemblée le sait, nos pays ont des besoins et des problèmes particuliers du fait qu'ils sont sans littoral et sans accès territorial à la mer. Par conséquent, chaque nation en développement sans littoral doit faire face au problème posé par des coûts de transit prohibitifs, qui entravent sa participation effective au commerce mondial et, partant, ses efforts de développement. Dans ce contexte, nous engageons vivement la communauté internationale à prêter l'attention qui convient à ce problème et à venir en aide à ce groupe vulnérable de pays pour l'aider dans ses efforts de promotion du développement socioéconomique.

La Convention sur le droit de la mer, en tenant dûment compte de la souveraineté de tous les États, nous offre un cadre juridique pour gérer l'immense étendue des mers et des océans; pour assurer l'utilisation équitable et efficace de leurs vastes ressources; et pour promouvoir la conservation, la protection, l'étude et la préservation du milieu marin. Dans le cadre de sa mise en oeuvre, nous appelons notamment à tenir compte des préoccupations légitimes des États de transit, et à reconnaître – en leur accordant l'attention qui convient – le droit d'accès des pays en développement sans littoral à la mer et depuis la mer, de même que les intérêts de ces États lors du partage des ressources marines qui font partie du patrimoine commun de l'humanité. Nous invitons également la communauté internationale à nous aider à consolider nos capacités économiques, juridiques, scientifiques, techniques et de navigation afin de nous permettre de participer efficacement au régime juridique actuel qui régit les mers et les océans.

La mer est une partie essentielle du milieu dans lequel nous vivons. À l'occasion du vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention de 1982 sur le droit de la mer, nous nous réjouissons de voir les États Membres réunis ici, unanimes dans leur détermination de faire en sorte que les océans et les mers continuent à fournir des ressources essentielles pour la sécurité alimentaire, à soutenir la prospérité économique et à promouvoir la coopération et le développement de tous les peuples du monde, y compris ceux des pays en développement sans littoral. Sur cette note, je souhaite à l'Assemblée générale tout le succès possible dans ses délibérations.

M. Lobach (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : D'emblée, je tiens, au nom de la Fédération de Russie, à exprimer notre sincère gratitude au Secrétariat pour son excellent travail d'organisation de la récente séance commémorative de l'Assemblée générale à l'occasion du vingtième anniversaire de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Il y a fort lieu de se réjouir en particulier pour ceux qui, oeuvrant ensemble, dans un effort créateur, ont établi ce document juridique unique. Nous notons avec satisfaction que la communauté internationale salue la mémoire de ceux qui ont élaboré la Convention.

Je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer le ferme appui de la Russie au régime juridique institué par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982. Ce régime a joué un rôle important dans

la mise en place d'un ordre universel pour les affaires maritimes ainsi que dans l'amélioration de la coopération et de la coordination entre les diverses activités des États en haute mer. La Convention, en grande partie grâce à la vision de ses auteurs, est conçue pour assurer un ordre véritablement équitable dans les affaires maritimes et à apporter une contribution au maintien de la paix et de la sécurité entre les États.

La communauté internationale fonde de grands espoirs dans les mesures efficaces visant à préserver et à renforcer les stocks de poissons. Nous sommes d'avis que, dans le cadre actuel de coopération, priorité sera accordée à l'entrée en vigueur de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs. Une approche nouvelle fondée sur la philosophie du développement durable des océans a été adoptée dans ce domaine, et, à cet égard, nous nous félicitons du fait que l'Assemblée générale examinera ensemble à l'avenir toutes les questions ayant trait aux pêcheries dans le cadre d'un projet de résolution unique.

Cette année, nous avons franchi une étape importante dans le domaine de la coopération internationale en matière d'affaires maritimes. Je veux parler du début des activités concrètes de la Commission des limites du plateau continental. Il ne fait aucun doute que la Commission doit faire face à des défis complexes qui nécessiteront l'utilisation entre autres des technologies géologiques, géophysiques et hydrographiques les plus avancées, en tenant compte des droits souverains des États.

Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui pensent que, puisque même les chercheurs scientifiques ne peuvent pas s'entendre sur un grand nombre de questions fondamentales, le moment n'est pas encore venu pour les États de présenter leurs revendications. Nous sommes convaincus que la procédure mise au point par la Commission nous permet déjà d'examiner de manière objective des revendications pertinentes et que le règlement de ces revendications ne devrait pas être renvoyé indéfiniment.

Notre pays est devenu un pionnier en la matière. Il y a un an, en décembre 2001, nous avons soumis une revendication à la Commission, reflétant le bilan de nombreuses années de recherches scientifiques multidisciplinaires menées par les savants russes en vue de délimiter et d'apporter la preuve du pourtour du plateau continental des océans Arctique et Pacifique. Notre revendication a été soumise en stricte conformité avec les critères énoncés dans la Convention de 1982. En établissant notre revendication, nous avons rassemblé un grand nombre d'informations recueillies par les chercheurs russes dans l'Arctique pendant plus de 40 ans. La Commission, toutefois, a jugé que les informations fournies ne satisfaisaient pas entièrement aux critères et nous a prié de fournir des éléments d'information additionnels.

Nous continuerons à oeuvrer de manière productive et créative avec la Commission afin de présenter des pièces additionnelles. Nous voudrions indiquer toutefois qu'il est incorrect de formuler des exigences nettement abusives, en particulier pour ce qui est de mener des expéditions maritimes coûteuses dans les conditions difficiles qui caractérisent l'Arctique. Afin de mettre au point des démarches unifiées et de déterminer le caractère scientifique des rides de Mendeleev et de Lomonossov, la Russie a l'intention de convoquer une conférence internationale à Saint-Petersbourg en juillet 2003.

Ces questions scientifiques ne peuvent être réglées en procédant simplement à un vote. Il nous faut une démarche multilatérale et des critères précis sur la base d'informations géologiques et géophysiques. Nous sommes prêts à participer à l'élaboration de documents d'information. Nous sommes d'avis que, si les activités de la Commission sont couronnées de succès à cet égard, cela simplifiera beaucoup l'examen des revendications soumises par d'autres États.

Ces dernières années ont révélé la nécessité de nouveaux mécanismes pour assurer une interaction plus étroite et plus efficace entre les États dans le domaine des affaires maritimes. Les sessions annuelles du Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer visent à intensifier les efforts des divers États et organisations en vue d'élaborer des indicateurs encore plus avancés. Il importe d'identifier ces nouveaux domaines de coopération et de nous concentrer sur des objectifs à long terme. En outre, le Processus consultatif ne doit pas reproduire les efforts des réunions internationales

consacrées au droit de la mer ou empiéter sur leurs domaines de compétence, car ceci aurait un effet contraire au but recherché. Il en résulterait des dépenses superflues et de nouveaux désaccords.

Pour terminer, je voudrais dire que la Russie appuie l'adoption par l'Assemblée générale des projets de résolution sur les océans et le droit de la mer (A/57/L.48/Rev.1), sur l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants (A/57/L.50), et sur la pêche hauturière au grand filet dérivant, la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer/pêche illégale, clandestine ou non réglementée, prises accessoires et déchets de la pêche et autres faits nouveaux (A/57/L.49). Nous apprécions beaucoup les documents élaborés, qui non seulement présentent les données essentielles les plus récentes de l'activité maritime, mais reflètent en outre un consensus véritablement équilibré.

M. Ortúzar (Chili) (*parle en espagnol*) : Ma délégation s'associe d'emblée à la déclaration qu'a prononcée précédemment le représentant du Costa Rica au nom du Groupe de Rio. Le Chili se joint à la célébration si sincère du vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer – peut-être l'instrument juridique international qui a le plus de poids et de substance au sein de l'Organisation. La Convention consacre l'unité juridique et politique des mers et des océans et de leur utilisation, en réglementant les activités humaines sur les deux tiers de la planète. Elle s'est imposée en tant qu'accord mondial et que constitution véritable au service des océans.

La géographie et l'histoire de notre nation sont intrinsèquement liées à la mer. Notre avenir dépend des océans. Notre vocation est océanique et notre développement est dans une large mesure tributaire des ressources et des espaces qu'offre la mer. Ceci est dû au fait que notre littoral continental et insulaire est long de plus de 5 000 kilomètres.

Nous voudrions saisir cette occasion pour saluer tous les représentants qui ont participé à la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer,

qui, après huit années d'intenses négociations, a adopté à sa onzième session le texte final de la nouvelle Convention sur le droit de la mer. Comme nous l'avons déjà dit, cette Convention constitue une étape unique dans l'histoire du droit de la mer. Notre hommage ne serait pas complet si nous ne faisons mention de nos nombreux compatriotes qui, sous la conduite de Francisco Orrego Vicuña et Fernando Zegers Santa Cruz, ont composé la délégation du Chili et nous ont représentés durant ces efforts intenses qui ont débouché sur la création d'un nouveau droit de la mer. Nous les saluons chaleureusement et leur exprimons officiellement la gratitude du Gouvernement chilien.

La Conférence a été, en son époque, un événement sans parallèle ni précédent dans l'histoire des relations internationales, puisqu'elle a réuni tous les peuples du monde, y compris non seulement les États Membres de l'ONU mais aussi, en qualité d'observateurs, les nations sur le point de devenir indépendantes, les mouvements de libération et les territoires sous tutelle. Pour illustrer l'ampleur des travaux, on peut rappeler que le nombre des délégués qui ont participé aux sessions de travail est évalué à au-moins 10 000.

La Convention sur le droit de la mer, que le Chili a signée et ratifiée, consacre dans ses textes divers principes traditionnellement défendus par mon pays. La zone maritime, connue aujourd'hui sous le nom de zone économique exclusive, trouve son origine dans la proclamation formulée par le Président du Chili en 1947 et par laquelle il revendiquait la souveraineté sur le plateau continental et les mers adjacentes jusqu'à une distance de 200 milles marins, sans pour autant ignorer ou porter atteinte aux droits à la libre navigation hauturière. Ce concept originel a plus tard été entériné dans la Déclaration de Santiago de 1952 sur la zone maritime, qui a été adoptée par le Chili, l'Équateur et le Pérou, rejoints ensuite par la Colombie lorsqu'elle est devenue membre de la Commission permanente du Pacifique Sud en 1979. La Déclaration proclamait la souveraineté et la juridiction exclusives de ces pays sur les mers bordant le littoral jusqu'à une distance minimum de 200 milles marins, et ce pour des raisons économiques et afin de préserver les ressources naturelles. Cette doctrine est devenue l'un des piliers fondamentaux du droit international, et notamment du nouveau droit de la mer.

La délimitation de l'étendue des eaux territoriales et de la zone contiguë, comme aussi du statut des eaux

intérieures dans la zone insulaire située au sud du Chili, figurent également parmi ces principes, tout comme celui de la coopération entre les pays côtiers – tel que le nôtre – et les nations qui pratiquent la pêche ou qui ont des flottes, publiques ou privées, pêchant au-delà de la limite des 200 milles marins. La Convention sur le droit de la mer a posé le principe de la coopération et de la préservation s'agissant des zones situées en haute mer qui revêtent un intérêt particulier pour les États côtiers.

Aujourd'hui, 141 États ont ratifié la Convention, réaffirmant ainsi la conviction de la majeure partie de la communauté internationale que cet instrument, universel et unificateur, constitue effectivement le cadre juridique des toutes les activités menées sur les océans et les mers et qu'il est fondamental au maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi qu'au développement durable et aux initiatives de coopération, prises aux niveaux national, régional et mondial, dans le domaine maritime. C'est pourquoi nous partageons le point de vue exprimé par d'autres pays selon lequel la Réunion des États parties à la Convention est le lieu approprié pour examiner l'interprétation, le fonctionnement et l'application de la Convention, selon lequel aussi la Réunion ne devrait pas seulement aborder les questions de procédure mais également les questions de fond.

En dépit des progrès concrets enregistrés à ce jour, nous sommes confrontés à de nouveaux défis, tels que la multiplication des activités illégales en mer. Les trafics maritimes illicites de drogues, d'armes légères, de munitions et de personnes sont particulièrement préoccupants; de meilleures coopération et coordination entre les pays sont clairement nécessaires dans ce domaine. Nous sommes aussi préoccupés par les activités de pêche hauturière, menées sans discernement, dans la zone juridictionnelle adjacente, qui ont une incidence sur l'existence et la conservation des ressources biologiques dans la zone en question et peuvent entraîner de sérieux dommages pour les États côtiers. À cet égard, nous voudrions rappeler qu'en 2000, les États membres de la Commission permanente du Pacifique Sud ont signé un Accord-cadre sur la conservation des ressources marines biologiques en haute mer dans le Pacifique Sud-Est, également appelé Accord des Galapagos. Cet instrument régional porte exclusivement sur les zones de haute mer du Pacifique Sud-Est et vise à conserver les ressources biologiques marines dans ces zones; il se réfère plus

particulièrement aux stocks de poissons chevauchants et de poissons grands migrateurs. Cet Accord sera ouvert à la signature par d'autres États intéressés dès qu'il entrera en vigueur au niveau international.

La communauté internationale doit aussi être vigilante s'agissant du transport maritime de matériaux radioactifs et de déchets toxiques, qui se déroule sans réglementation appropriée et fournissant des garanties aux États côtiers où ce transport s'effectue. Ceci vaut tout particulièrement pour l'océan Pacifique, à travers lequel sont transportés des déchets radioactifs. Nous demandons un respect plus strict des normes relatives à l'application des mesures de sécurité, ainsi que l'amélioration des réglementations en vigueur.

La Convention sur le droit de la mer a constitué un triomphe pour la primauté du droit et le principe du règlement pacifique des différends. En outre, elle a témoigné de la solidarité de l'humanité et de la réalité de l'interdépendance des nations. En définitive, elle représente une leçon spirituelle pour les générations futures, que nous devons garder à l'esprit dans nos efforts actuels.

M. Masud (Pakistan) (*parle en anglais*) : Deux jours se sont écoulés depuis que l'Assemblée générale a consacré une séance à la commémoration du vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer. La Convention a véritablement constitué le point culminant de la plus grande entreprise législative jamais menée dans l'histoire de l'ONU. Les projets de résolution (A/57/L.48/Rev.1, L.49 et L.50) qui nous sont soumis, ainsi que les rapports du Secrétaire général (A/57/57 et Add.1 et A/57/459) et le rapport sur les travaux de la troisième réunion du Processus consultatif officieux ouvert à tous, établi par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/33 afin de l'aider à examiner chaque année l'évolution des affaires maritimes (A/57/80), mettent clairement en lumière l'ampleur de la portée de la Convention et des Accords complémentaires.

Les orateurs précédents ont évoqué diverses activités qui entrent dans le champ de la Convention, de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention et de l'Accord de 1995 sur l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs. Le Pakistan a ratifié la Convention le

26 février 1997 et il est heureux de constater que le nombre d'États devenus parties à la Convention est désormais de 142. Nous espérons que d'autres États ratifieront encore la Convention afin d'en renforcer le caractère universel. On a déjà commenté les implications d'Action 21, adoptée il y a 10 ans, et du Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est récemment tenu à Johannesburg. On a également parlé du nouveau rôle que plusieurs autres organisations et institutions internationales, telles que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation maritime internationale, jouent dans la mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Différentes délégations ont mis en avant le rôle de l'Organisation maritime internationale dans des domaines comme le transport et la navigation, la sécurité en mer et la protection de l'environnement marin.

Par ailleurs, le rapport du Secrétaire général mentionne le rôle de l'Organisation internationale du Travail à l'égard des conditions de travail et de la formation des équipages. Il a également été question des initiatives prises aux niveaux mondial et régional pour traiter de problèmes comme la piraterie et les vols à main armée, le transport illicite de migrants, les passagers clandestins et le trafic illicite de stupéfiants.

Les récents débats de table ronde ont montré à quel point la Convention a contribué à élaborer un cadre juridique détaillé qui lève toute ambiguïté sur les droits et les obligations des États, réduisant ainsi nettement les risques de différend. Par ailleurs, il a été souligné que la Convention fournit un mécanisme perfectionné et souple pour régler les différends. Il a également été question de l'importance de délimiter les frontières maritimes entre les États dont les côtes sont limitrophes ou se font face. À cet égard, je suis heureux d'annoncer que le Pakistan a réussi à négocier des accords avec la République islamique d'Iran et avec le Sultanat d'Oman sur la délimitation de ses frontières maritimes; désormais, il ne reste plus qu'à délimiter les frontières maritimes qui séparent le Pakistan et l'Inde.

Le Pakistan se félicite de l'application de la Convention, de l'Accord complémentaire et des activités que mènent différentes organisations et institutions internationales ainsi que des organisations régionales. Ces activités sont décrites dans les rapports à l'examen. En revanche, pour ce qui est du développement durable des ressources maritimes, le

Pakistan tient à souligner qu'une nouvelle initiative s'impose.

Comme l'Assemblée le sait bien, plus de deux milliards de personnes dans le monde vivent dans la pauvreté et ont du mal à satisfaire leurs besoins fondamentaux. Les formidables ressources que recèlent les océans et la mer ont sans cesse été évoquées, tandis que plusieurs délégations ont mis en avant le risque d'épuisement des stocks de poissons. Alors que les formidables ressources des océans et de la mer ont fait naître un espoir pour la plupart des deux milliards de personnes qui sont frappées par la pauvreté et vivent dans des États côtiers, la menace d'épuisement des pêcheries du fait de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée nous jette dans le désespoir. Les pêcheurs pauvres des pays en développement sont exposés au risque de voir s'épuiser les ressources halieutiques, qu'ils ont certes exploitées, mais dans une faible mesure. Selon la FAO, plus de 70 pêcheurs perdent chaque jour la vie en raison de leur manque d'expérience de la pêche au large et de leur manque de connaissances de questions fondamentales comme l'art de la navigation, la prévision météorologique, les communications et la sécurité en mer.

L'une des principales contributions de la Convention à la formation progressive du droit international a résidé dans l'élaboration du concept de zone économique exclusive et dans la reconnaissance de la souveraineté des États côtiers sur leurs ressources vivantes et non vivantes.

Bien que la notion de patrimoine commun de l'humanité ne soit pas moins importante, les activités de l'Autorité internationale des fonds marins montrent pour l'instant que l'exploitation des ressources en haute mer, au-delà des juridictions nationales, ne se concrétisera probablement pas dans un avenir proche. Les abondantes ressources de la zone économique exclusive, en revanche, seront à la portée des États côtiers en développement pourvu que des efforts concertés soient déployés dans ce sens.

La FAO a joué un rôle de premier plan dans ce domaine et un grand nombre d'accords régionaux sur les pêcheries ont été conclus. Cependant, il faut se concentrer davantage sur la mise en valeur optimale des ressources vivantes et non vivantes de la zone économique exclusive au profit des populations touchées par la pauvreté dans les États côtiers en développement.

La Division des affaires maritimes et du droit de la mer, qui relève du Département des affaires juridiques, a accompli un travail remarquable. Elle pourrait par conséquent élaborer, en collaboration avec la FAO et les autres organisations et institutions concernées, une proposition sur la façon dont les États côtiers en développement pourraient exploiter de façon optimale les ressources vivantes et non vivantes de leur zone économique exclusive, de même qu'elle pourrait concevoir des mesures concrètes pour endiguer la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Je parle surtout de la pêche; mais il faut également tirer profit des ressources non vivantes de la zone économique exclusive. Si des progrès ont été réalisés en ce qui concerne le pétrole et le gaz naturel, on a très peu avancé dans l'exploitation des autres ressources de la zone économique exclusive.

Cela peut être réalisé dans le cadre du Plan d'application qui a été adopté lors du Sommet mondial pour le développement durable le 4 septembre 2002. Il y aurait lieu de faire une addition pertinente à la partie XIII du projet de résolution publié sous la cote A/57/L.48/Rev.1, sur la réunion prochaine du Processus consultatif officiel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, cela afin de nous permettre d'examiner une telle proposition.

M. Kanu (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : La Sierra Leone s'est portée, l'an passé, coauteur des résolutions sur les océans et le droit de la mer et nous sommes heureux de le faire à nouveau cette année. En agissant de la sorte, nous montrons de façon éloquente à quel point le Gouvernement sierra-léonien s'intéresse aux questions relatives aux océans et aux mers. À l'heure de la mondialisation, nous assistons à un nombre croissant d'accidents maritimes qui affectent un grand nombre de pays. Par conséquent, la Sierra Leone se félicite de l'addition faite par l'Espagne au paragraphe 48 de la partie XI du projet de résolution A/57/L.48/Rev.1 relatif à la question « Les océans et le droit de la mer ».

La Sierra Leone se félicite de la commémoration du vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. La Convention est une pierre angulaire du droit international, dans la mesure où c'est le premier texte qui fournit un cadre juridique complet pour toutes les activités liées aux mers et aux océans. La Convention a notamment permis de définir un nombre sans précédent de zones juridictionnelles et, plus important encore,

elle est le premier instrument juridique qui impose aux États de protéger et de préserver l'environnement marin, comme il est stipulé à l'article 192 de la Convention.

Le Gouvernement de la Sierra Leone considère la Convention sur le droit de la mer comme une étape essentielle vers la coopération entre nations en vue de préserver l'environnement et de promouvoir un ordre économique international tenant compte des intérêts et des besoins particuliers des pays en développement. L'acceptation quasi universelle de la Convention sur le droit de la mer nous permet de considérer ses dispositions comme une preuve de l'existence d'un droit international coutumier, ce qui représente aussi un grand pas vers le renforcement de la paix, de la sécurité, de la coopération et des relations amicales entre toutes les nations pour les questions relevant des mers et des océans.

La Sierra Leone est devenue en 1994 partie à la Convention sur le droit de la mer et à l'Accord relatif à la mise en oeuvre de la partie XI de la Convention. Le nombre d'autres conventions auxquelles la Sierra Leone est partie indique l'intérêt marqué de mon pays à la préservation et à l'utilisation de la mer et de ses ressources. En fait, la Sierra Leone est partie à la Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ou Convention d'Abidjan (1981), ainsi qu'à la Convention sur la diversité biologique (1992), la Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer (1958) et la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (1973).

Malheureusement, les pays en développement manquent souvent des ressources nécessaires pour mettre en oeuvre les dispositions de la Convention sur le droit de la mer, notamment celles contenues dans le chapitre XII visant à encourager la recherche scientifique afin d'aborder de manière satisfaisante les questions liées à la préservation de l'environnement marin, ainsi qu'à la prévention et au contrôle de la pollution marine. À ce titre, la Sierra Leone regarde d'un oeil favorable les dispositions de la Convention qui portent sur l'assistance scientifique, pédagogique et technique par d'autres États et par des organisations internationales.

Ici, nous voulons exprimer notre profonde gratitude aux pays qui, comme la Norvège et le Royaume-Uni en particulier, ont offert une assistance pédagogique et technique aux pays en développement et aux pays les moins avancés. La Sierra Leone se féliciterait si d'autres pays en mesure de le faire se joignaient à ces deux pays sous ce rapport.

La Sierra Leone se félicite de l'entrée en vigueur de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants. À ce titre, nous ne pouvons manquer d'appeler à accroître l'assistance spéciale donnée aux pays en développement les moins avancés dans leurs efforts pour mettre en oeuvre les dispositions de l'Accord.

La Sierra Leone est attachée aux principes et aux buts de la Convention. Notre engagement est bien mis en évidence par la participation d'un de nos fils illustres, le juge Abdul G. Koroma de la Cour internationale de Justice, aux processus couronnés par l'adoption de la Convention de 1982.

La Sierra Leone continue d'apprécier à sa juste valeur le travail effectué lors des réunions des États parties à la Convention consacrées aux problèmes qui touchent la mise en oeuvre de la Convention. Nous espérons toutefois que lors des réunions des États parties les questions de fond concernant la mise en oeuvre de la Convention seront inscrites à l'ordre du jour.

La Sierra Leone souligne aussi la nécessité de mettre pleinement en oeuvre les dispositions concernant la coopération internationale dans le domaine de la recherche marine à des fins pacifiques et le respect de la souveraineté et de la juridiction des États, comme stipulé dans la partie XIII de la Convention.

Je manquerais à mon devoir si je ne reconnaissais pas dans cette déclaration l'excellent travail réalisé par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer sous l'impulsion inlassable de Mme Annick de Marffy et de son équipe talentueuse, qui à maintes reprises nous ont fourni des données savantes et instructives.

Enfin, la Convention sur le droit de la mer doit obtenir la coopération de tous pour être opérationnelle. Il est dans l'intérêt de l'humanité que les dispositions de la Convention soient pleinement respectées et mises en oeuvre par tous les États. Bien qu'un travail appréciable ait été effectué, il reste encore beaucoup plus à faire avant de parvenir à un stade de développement qui soit durable au titre de toutes normes. La Convention sur le droit de la mer est l'un des instruments qui peut et doit être utilisé, car elle nous offre un excellent cadre juridique pour mettre en oeuvre le programme d'action consacré dans le chapitre 17 d'Agenda 21. Nous espérons donc que la Convention sera véritablement universelle dans un avenir relativement proche.

M. Dhakal (Népal) (*parle en anglais*) : La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer a été un instrument unique dans les annales de l'histoire du multilatéralisme et du droit international pour les océans et les mers. La Convention est une sorte de constitution de la mer qui joue un rôle crucial pour le maintien de la paix, de la sécurité et de l'ordre sur le plan international en régissant les multiples aspects du droit de la mer.

Ce fut un moment historique que celui où, le 10 décembre 1982 à Montego Bay (Jamaïque), la Convention fut ouverte à la signature après des efforts soutenus de la part de la communauté internationale en vue de codifier et d'élaborer progressivement le droit international dans le domaine maritime. La commémoration, cette semaine, du vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention représente un événement de haute importance.

Ma délégation souhaite exprimer sa sincère gratitude à tous ceux qui ont apporté des contributions inestimables au succès des négociations qui se sont poursuivies pendant plus de 10 ans, depuis le lancement de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, en 1973. Il convient donc à cette occasion de rendre hommage aux personnalités éminentes qui se sont avérés des dirigeants sages et visionnaires durant ces complexes négociations.

Ma délégation s'associe à la déclaration faite par la délégation de la République démocratique populaire lao au nom du Groupe des pays en développement sans littoral. Ma délégation voudrait aussi remercier le Secrétaire général de son rapport détaillé sur les océans

et le droit de la mer, publié sous la cote A/57/57. Ma délégation a pris acte des paragraphes 81 à 83 sur l'accès des pays en développement sans littoral à la mer et depuis la mer et sur la liberté de transit.

Vingt ans après son adoption, 138 États sont parties à la Convention, y compris de nombreux États sans littoral et de transit. Ceci témoigne fortement de l'importance grandissante de la Convention dans un monde interdépendant. Le Népal se félicite de constater que des progrès notables ont été accomplis vers l'institutionnalisation de la coopération internationale au titre de la Convention intéressant le droit de la mer. Trois institutions ont été créées par la Convention, à savoir l'Autorité internationale des fonds marins, le Tribunal international du droit de la mer et la Commission des limites du plateau continental. Ils sont maintenant opérationnels. Les réunions des États parties à la Convention ont eu lieu régulièrement et ont traité d'un large éventail de questions liées à la mise en oeuvre de la Convention. Le Processus consultatif officieux des Nations Unies ouvert à tous a fourni l'occasion aux États Membres d'effectuer un examen annuel de l'évolution des affaires maritimes en prenant en compte le cadre juridique fourni par la Convention, ainsi que les objectifs du chapitre 17 d'Action 21.

Tout en nous félicitant des réalisations auxquelles nous sommes parvenus, nous devons garder à l'esprit que la communauté internationale a encore des défis considérables à relever pour mettre en oeuvre efficacement la Convention aux niveaux mondial, régional et national afin de tirer bénéfice de ses multiples dispositions. Le manque de sensibilisation et de connaissances, des ressources et des capacités limitées ont fait obstacle à la mise en oeuvre de la Convention dans de nombreux pays, notamment les petits pays en développement, les pays sans littoral et les pays les moins avancés. À ce titre, l'intérêt qu'auraient ces pays à partager les ressources résultant de l'exploitation de la mer n'a pas été pleinement pris en compte. En cette année anniversaire, il faut que la communauté internationale axe son action sur ces questions cruciales afin d'assurer la réalisation optimale des bienfaits tirés de l'exploitation des océans et de la mer auxquels les nations sans littoral ont droit, tout en réduisant au minimum les problèmes qui se posent, surtout concernant les limites rencontrées dans la mise en valeur durable des ressources marines, ainsi que la dégradation de l'environnement marin et des ressources marines.

L'absence d'accès territorial à la mer, qu'aggrave l'éloignement et l'isolement par rapport aux marchés mondiaux, ainsi que les coûts prohibitifs et les risques du transit, entravent considérablement l'effort général de développement socioéconomique des pays en développement sans littoral et, encore plus, celui des pays en développement sans littoral qui sont les moins avancés.

L'article 125 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer stipule que les États sans littoral ont le droit d'accès à la mer et depuis la mer et jouissent de la liberté de transit à travers le territoire des États de transit par tous moyens de transport. Il faut prendre des mesures en vue de renforcer davantage les efforts de collaboration et de coopération pour ce qui est des questions relatives au transport en transit en améliorant les infrastructures physiques et les aspects non physiques des systèmes de transport en transit, en renforçant les accords bilatéraux et sous-régionaux pour régir les opérations de transport en transit et en renforçant les institutions et les ressources humaines.

Nous espérons que la prochaine réunion ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit, des pays donateurs et des institutions internationales de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit sera l'occasion d'améliorer encore le Cadre mondial de 1995, actuellement en place, et de donner l'impulsion nécessaire pour que soient prises des mesures de politique générale énergiques et que soient mis en oeuvre des programmes pratiques destinés à mettre au point des systèmes de transport en transit efficaces.

Le Népal, en tant que pays sans littoral et pays moins avancé, a toujours pris une part active à l'élaboration d'un cadre juridique pour les questions relatives aux océans et au droit de la mer, non seulement à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, mais aussi lors de la précédente Conférence des Nations Unies, tenue en 1958. Il est temps que nous unissions tous nos forces pour la mise en oeuvre effective de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Conformément à la résolution 56/91 de l'Assemblée générale du 12 décembre 2001, je donne à présent la parole à l'Observateur de l'Organisation hydrographique internationale.

M. Barbor (Organisation hydrographique internationale) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un honneur, en tant que Directeur de Bureau hydrographique international (BHI), de prendre la parole devant l'Assemblée au nom des 73 membres de l'Organisation hydrographique internationale (OHI) et de participer à la commémoration du vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Nous apprécions les efforts du Gouvernement de Monaco, grâce auxquels l'OHI s'est vu accorder l'année dernière le statut d'observateur, et nous apprécions l'appui historique accordé par Monaco au BHI depuis sa création en 1921, sur les encouragements du Prince Albert 1er, en tant qu'organisation intergouvernementale, consultative et technique et, pour employer le langage courant de la Convention, en tant qu'organisation internationale compétente.

Même à ses débuts, notre organisation a défendu nombre des principes qui allaient sous-tendre la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Bien que l'OHI ait été établie en vue de rendre la navigation plus facile et plus sûre, nos objectifs sont aussi de répondre aux nombreux autres besoins et de couvrir les responsabilités des nations ayant des intérêts maritimes. L'OHI a cherché à développer et à améliorer les cartes nautiques et les services de navigation en facilitant la coopération entre ses États membres, en faisant progresser la science dans le domaine de l'hydrographie et de l'océanographie descriptive, et en renforçant la capacité des États – surtout celle des États en développement – de collecter les données hydrographiques et de fournir les produits et services de navigation. Les comités politique et technique de l'OHI offrent des directives et une normalisation essentielle du format des données, des techniques et produits hydrographiques. Nos 15 commissions hydrographiques régionales couvrent toute la planète et fournissent une coordination et une assistance attentives, ainsi qu'un centrage régional à cet organe international. Les bureaux hydrographiques de nos États membres représentent des milliers de techniciens et de scientifiques qui utilisent les techniques les plus modernes à bord de centaines de vedettes, de navires, d'aéronefs et de vaisseaux spatiaux. Les données collectées et les informations, produits et services fournis pour améliorer la sécurité de la navigation sont des bases indispensables à l'utilisation effective et efficace des mers, comme il est

énoncé dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

La partie XII de la Convention traite de la protection du milieu marin. La section 2 de cette partie stipule : « Les États coopèrent au plan mondial ... directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, à la formulation et à l'élaboration de règles et de normes, ainsi que de pratiques et procédures recommandées... » (*Art. 197*)

L'OHI fournit des normes et recommande des pratiques et des procédures pour la collecte, le traitement, la diffusion et la présentation de données hydrographiques. Ces données sont indispensables à la protection du milieu marin car il est essentiel de disposer de cartes nautiques précises, à jour et compréhensibles pour une navigation sûre et la prévention d'accidents en mer. En outre, les études hydrographiques modernes réunissent suffisamment d'informations pour déterminer des plans d'action pour des domaines spécifiques et pour des secteurs maritimes particulièrement délicats qui exigent des efforts extraordinaires quant à l'application et au suivi des règles de la protection de l'environnement. Lorsque, malheureusement, un incident se produit et que la mer est polluée, les données hydrographiques fournissent les moyens indispensables grâce auxquels les modèles de flux de la pollution peuvent prédire le chemin que vont suivre les produits polluants, et c'est sur ces données que les équipes d'intervention baseront leurs tactiques pour remédier à cette situation d'urgence.

Les 20 dernières années ont apporté des progrès scientifiques que les auteurs de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer n'auraient pu prévoir. Toutefois, ils ont encouragé ces progrès et les ont bien intégrés dans les parties XIII et XIV de la Convention, qui traitent de la recherche scientifique marine et du transfert et du développement des techniques marines. L'hydrographie a également bénéficié des progrès révolutionnaires réalisés dans les domaines du positionnement précis, des mesures bathymétriques, du traitement des données et de la présentation des produits. L'OHI est bien consciente que ces progrès doivent parvenir à tous les États – tant les États hautement développés que les États qui en sont à la phase initiale de l'élaboration d'un service hydrographique. L'OHI fait la synthèse de ces avantages et fournit de bonnes raisons pour les adopter afin que les États membres et non membres puissent

faire connaître les besoins d'un service hydrographique national. Nos commissions hydrographiques nationales ont pour objectif central d'assurer la coopération et le renforcement des capacités entre tous les États de leur région. Ainsi, notre Commission hydrographique du secteur oriental de l'Atlantique a un programme d'assistance actif, se rendant dans les pays d'Afrique occidentale pour discuter des avantages et des besoins relatifs à la mise en place d'un service hydrographique et à la prestation de l'aide nécessaire pour lancer ce processus. Un programme similaire de notre Commission hydrographique du golfe du Mexique et de la mer des Caraïbes cherche à accroître la capacité hydrographique de l'Amérique centrale. Plus de 20 de nos États membres proposent plus de 30 programmes de formation technique dans le domaine de l'hydrographie, qui sont conformes aux directives établies par l'OHI. Seul un service hydrographique national moderne et bien formé permettra aux marins d'avoir accès aux services nécessaires à une navigation sûre, et aux États de réaliser le développement plein et durable que favoriseront des eaux bien cartographiées.

Il est important de noter qu'avec l'adoption de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la délimitation des frontières maritimes a radicalement changé. L'établissement de lignes de base est en grande partie un exercice de cartographie. Comme les eaux territoriales et les zones économiques exclusives ne sont que des mesures linéaires effectuées à partir de cette ligne de base, un pays a seulement besoin d'une bonne carte de son territoire pour déterminer ces frontières océaniques. Toutefois, pour revendiquer les avantages économiques et les responsabilités de gestion de la partie du plateau continental situé au-delà de la zone économique exclusive, il faut, au titre de l'article 76, qu'un État détermine la profondeur des fonds marins, le talus continental et l'épaisseur des roches sédimentaires. Ce sont là des mesures hydrographiques auxquelles seul un service hydrographique peut procéder avec rigueur en appliquant les normes établies par l'OHI.

L'Organisation hydrographique internationale bénéficie d'un partenariat étroit avec l'Organisation maritime internationale (OMI) et la Commission océanographique intergouvernementale (COI). Le projet de l'OHI/COI relatif à la Carte générale bathymétrique des océans (GEBCO) encourage la cartographie des océans et fournit un dépôt central des données bathymétriques. L'année prochaine, le

centième anniversaire de la création de la GEBCO par le Prince Albert 1er sera marqué par une fête du centenaire à Monaco, du 14 au 16 avril 2003. Les mandats établis par l'OMI dans ses diverses conventions sont étroitement liés à la mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Par exemple, la Convention internationale pour la Sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS) impose aux gouvernements contractants l'obligation de maintenir une capacité hydrographique afin de répondre aux besoins d'une navigation sûre. Cette réglementation de la SOLAS souligne l'importance de l'hydrographie pour notre utilisation sûre et efficace des océans.

L'OHI est fière de son rôle actif à l'appui de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Nous nous félicitons des résolutions qui renforcent la sûreté de la navigation, augmentent le nombre des études hydrographiques modernes et rendent plus facilement accessibles les cartes et les informations nautiques précises. Le renforcement des capacités est indispensable à cette activité accrue. L'OHI félicite l'ONU et la Division des affaires maritimes et du droit de la mer de leur succès en ce vingtième anniversaire de la Convention.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Conformément à la résolution 54/197 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1999, je donne à présent la parole à l'Observateur de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources.

M. Waugh (Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources) (*parle en anglais*) : L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée générale sur les affaires maritimes et le droit de la mer. Nous avons longtemps considéré la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer comme le cadre juridique pour la conservation, l'utilisation durable de la biodiversité marine et la protection de l'environnement marin car elle fournit une base solide pour le renforcement de la coopération et de l'équité internationales en matière d'utilisation des océans et d'amélioration des moyens permettant aux générations présentes et futures d'exploiter les ressources communes.

L'UICN s'associe aux autres orateurs et félicite la Division des affaires maritimes et du droit de la mer

pour la richesse et la qualité des rapports annuels très complets qui servent de toile de fond à la bonne marche des initiatives océaniques intégrées qui appuient une approche fondée sur les écosystèmes. L'UICN se félicite des faits nouveaux intervenus dans le droit de la mer, mais nous pensons qu'il convient de faire plus pour mettre en oeuvre certaines dispositions.

Nous prenons notamment note du fait qu'une approche fondée sur les écosystèmes, tels que les vastes écosystèmes marins, est importante pour la gestion de nos océans; qu'il convient de renforcer les approches régionales pour appuyer la mise en oeuvre du droit de la mer; que les travaux réalisés en matière de pêche responsable, notamment les efforts pour venir à bout de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, doivent être renforcés en s'appuyant sur le droit de la mer; et que le développement d'un système représentatif des zones marines protégées est essentiel pour assurer la durabilité de la zone économique exclusive et de la haute mer.

Nous encourageons les États à réaliser les objectifs énoncés dans le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable en vue de mettre en oeuvre une approche basée sur les écosystèmes des océans et des mers d'ici à 2010. Pendant plus d'une décennie, l'UICN a collaboré avec les organes des Nations Unies et les États côtiers pour mettre en oeuvre une approche fondée sur les vastes écosystèmes marins. Son objectif est de réduire la pauvreté, d'enrayer la perte des habitats et de diminuer la surpêche en sensibilisant les populations et en encourageant des pratiques de gestion qui permette de maintenir la productivité des biens et des services des écosystèmes.

Conformément à l'approche fondée sur les écosystèmes, l'UICN appuie fermement les démarches régionales en matière d'évaluation et de gestion des océans. Nous tenons à souligner l'importance de renforcer les accords régionaux consolidés qui encouragent la gestion des zones côtières et maritimes et des bassins versants; les initiatives concertées pour régler les problèmes communs; un appui national et international bien coordonné centré sur les besoins et priorités définis dans chaque région. Ces dispositions devraient bien sûr être prises dans le cadre des conventions relatives aux océans – régionales et mondiales – de manière coordonnée et en se renforçant mutuellement.

Il est crucial d'appuyer les approches scientifiques. Nous appuyons pleinement l'évaluation marine mondiale et le processus d'établissement de rapports, et nous nous félicitons de la collaboration des organisations non gouvernementales à cette entreprise. Il est important de souligner que si l'évaluation mondiale doit s'appuyer sur les évaluations régionales existantes, comme cela est envisagé, il conviendra de s'attaquer aux lacunes importantes dans de nombreuses régions en matière d'arrangements pour le suivi, la collecte de données, leur interprétation et l'établissement de rapports. Les responsabilités du processus mondial dans l'appui, les compléments à apporter aux processus d'évaluation réalisés aux niveaux moins élevés et la synthèse de ceux-ci doivent être clairement précisés.

La recherche d'une pêche durable est un aspect vital s'agissant de réduire la perte de la biodiversité. L'UICN tient à attirer l'attention sur l'appel qu'elle a lancé en faveur de la coopération et de l'appui de la communauté internationale pour aboutir d'ici à 2010 à une réduction significative du taux de perte actuel et pour atteindre les objectifs du Sommet mondial pour le développement durable en ce qui concerne la pêche durable. Le délai devrait même être considéré comme relativement généreux à de nombreux égards et il convient de faire en sorte d'atteindre ces objectifs le plus tôt possible.

Nous exhortons en particulier la communauté internationale à prendre des mesures concertées pour réaliser des progrès dans la mise en oeuvre du Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Ceci inclut l'appui à fournir aux États côtiers en développement pour les aider à appliquer et à faire exécuter des réglementations nationales et un système de gouvernance des pêches en haute mer plus complet et solide; pour assurer une sensibilisation appropriée à ces questions; enfin, pour rechercher et traduire en justice ceux qui ignorent les normes internationales et les mesures adoptées par les organismes régionaux de gestion des pêches. Nous ne pouvons pas nous permettre de placer les pêcheurs responsables dans une position défavorable par rapport à ceux qui pêchent de manière illicite, non déclarée et non réglementée et qui sapent les garanties d'une pêche durable.

Nous nous félicitons de l'appel en faveur de la création, d'ici à 2012, de réseaux représentatifs des zones marines protégées basés sur des données scientifiques conformes au droit international. Cet objectif a été soutenu de longue date par l'UICN. Les zones marines protégées constituent l'une des composantes essentielles d'une gestion fondée sur les écosystèmes. L'UICN se félicite de l'accent placé sur l'urgence de gérer les risques encourus par la biodiversité marine des massifs montagneux et des autres éléments de la géographie sous-marine.

Dans ce contexte, nous tenons à attirer l'attention sur la résolution 2.20 de l'UICN, adoptée lors du deuxième Congrès sur la conservation mondiale, tenu à Amman (Jordanie) en 2000, qui exhorte le Directeur général de l'UICN à oeuvrer de concert avec les membres de l'Union, ses partenaires et les organismes multilatéraux pour explorer un échange éventuel d'instruments appropriés, y compris les zones marines protégées de hautes mers, afin de mettre en oeuvre une protection efficace, de restaurer la diversité biologique et les processus des écosystèmes en haute mer, et d'assurer leur utilisation durable.

S'appuyant sur les acquis de cette résolution, l'UICN et la Commission mondiale des aires protégées ont développé un système mondial représentatif des zones marines protégées. L'UICN et ses partenaires ont lancé un projet visant à explorer le potentiel des zones protégées au-delà de la juridiction nationale en s'appuyant sur les acquis de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. L'étape suivante consistera à organiser au début de 2003 un atelier de scientifiques et de spécialistes juridiques. Nous continuerons d'informer la communauté internationale de cette initiative et de contribuer aux délibérations du Processus consultatif sur la protection des écosystèmes marins vulnérables.

L'UICN se félicite du fait que l'Assemblée générale a réaffirmé les engagements pris lors du Sommet mondial pour le développement durable afin de maintenir la productivité et la biodiversité des zones marines importantes et vulnérables, notamment celles qui relèvent de la juridiction nationale ou se trouvent au-delà de ses limites. Nous exhortons les États à collaborer au développement d'une base scientifique permettant d'identifier et de respecter ces domaines et d'assurer une coordination appropriée de l'action nationale, régionale et mondiale.

Enfin, s'agissant de la question de la coordination et de la coopération interorganisations, l'UICN tient à encourager la collaboration avec les entités non gouvernementales, le cas échéant. Cela permettrait de développer l'esprit de partenariat et de renforcer le sens des responsabilités. Ce nouveau mécanisme devra entretenir des liens étroits avec les arrangements régionaux renforcés pour prendre en compte les préoccupations de chaque région.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 51/6 du 24 décembre 1996, je donne la parole à l'Observateur de l'Autorité internationale des fonds marins.

M. Odunton (Autorité internationale des fonds marins) (*parle en anglais*) : Je tiens à exprimer la gratitude de l'Autorité internationale des fonds marins aux délégations qui ont manifesté leur appui à l'oeuvre de l'Autorité. Je tiens également à exprimer notre reconnaissance pour les diverses références à l'Autorité qui figure dans le projet de résolution A/57/L.48/Rev.1, dont l'Assemblée est actuellement saisie, notamment dans les parties V et VI, où l'Assemblée note avec satisfaction le premier examen par le Conseil des rapports annuels sur les progrès accomplis en matière d'exploration des nodules polymétalliques, présentés à l'Autorité par les entrepreneurs, ainsi que le débat préliminaire sur les questions liées à l'élaboration et à la mise en place de réglementations en matière de prospection et d'exploration de sulfures poly-métalliques et des croûtes de manganèse riches en cobalt.

Je suis particulièrement heureux que l'Assemblée ait réaffirmé l'importance pour l'Autorité d'élaborer des règles, règlements et procédures pour protéger efficacement l'environnement marin contre les effets nocifs que pourraient comporter les activités conduites dans les fonds marins internationaux. Nous nous félicitons de l'accent mis sur cet élément dans les travaux de l'Autorité, conformément à l'un des principaux centres d'intérêt de ses travaux – collecte d'informations, mise en place de bases de données d'informations scientifiques et techniques pour mieux comprendre la nature des profondeurs océaniques. Les débats qui ont eu lieu au sein de la Commission juridique et technique et dans les ateliers organisés par l'Autorité ont mis en relief la nécessité pour les scientifiques et les chercheurs de collecter et d'échanger des données et informations conformément aux normes internationales et, en ce qui concerne

l'Autorité, d'harmoniser les données et informations disponibles provenant de diverses sources, de les évaluer et d'en tirer les conclusions.

Comme nous l'avons mentionné cette année à la Réunion des États parties, l'autre enjeu important pour l'Autorité était de promouvoir et d'encourager la recherche marine scientifique dans la zone, et de coordonner et diffuser les résultats de la recherche. L'Autorité a déjà fermement établi son rôle en tant qu'instance de coopération et de coordination de la recherche scientifique marine dans la zone par le biais du programme d'ateliers scientifiques et techniques. Elle continuera de le faire en mettant au point des programmes de recherche conjoints avec les grandes institutions. Quatre domaines initiaux de recherche ont été identifiés : la biodiversité, l'habitat des diverses espèces et taux de flux génétiques dans les zones de nodules, la sensibilité des animaux vivant dans le milieu océanique profond et leurs réactions aux perturbations, l'impact des activités d'extraction sur les couches océaniques situées au-dessus de ces sites et la variabilité naturelle des écosystèmes des profondeurs océaniques. La recherche sera menée grâce à la collaboration de groupes internationaux de scientifiques appartenant à des institutions bien connues et d'entrepreneurs. La première croisière d'étude organisée pour procéder à une collecte d'échantillons commencera en février 2003.

Des mécanismes plus transparents et meilleurs doivent être élaborés pour que, conformément aux principes généraux figurant à l'article 143 de la Convention, les avantages de la recherche scientifique marine dans la zone soient partagés de façon équitable. À cet égard, il sera nécessaire pour l'Autorité d'accorder plus d'attention à la meilleure façon de coordonner et de diffuser les résultats de la recherche scientifique marine, tel qu'exigé par la Convention.

Le paragraphe 17 du dispositif du projet de résolution A/57/L.48/Rev.1 traite du paiement sans retard des contributions à l'Autorité et au Tribunal. Je saisis cette occasion pour exhorter les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à s'acquitter de leur contribution au budget administratif de l'Autorité, intégralement et ponctuellement. Mais je suis heureux de dire que la réponse aux requêtes précédentes faites par l'Assemblée de l'Autorité et par cette Assemblée est encourageante et que la majorité des États Membres se sont acquittés de leurs obligations sans délai. Aussi, je suis heureux de dire à l'Assemblée qu'en septembre

dernier, les États-Unis qui étaient un membre temporaire de l'Autorité, ont payé intégralement leurs arriérés.

Le règlement des contributions ne suffit pas à lui seul pour assurer un fonctionnement approprié de l'Autorité. Il est important de reconnaître que les institutions créées au titre de la Convention ne peuvent fonctionner correctement sans l'appui et la participation de tous les États parties ou membres. Dans le cas de l'Autorité internationale des fonds marins, cette participation est malheureusement insuffisante. Aux dernières sessions, l'Autorité n'a pu atteindre le quorum aux réunions de son Assemblée. Cela menace la capacité de l'Autorité de prendre d'importantes décisions. Malheureusement, à la session de cette année de l'Assemblée, un débat général sur de futures orientations pour l'Autorité n'a pas bénéficié d'une large participation en raison du nombre insuffisant des présences.

Cette année, nous commémorons le vingtième anniversaire de l'adoption de la Convention et de son ouverture à la signature. Comme le projet de résolution le dit fort à propos, la Convention offre le cadre juridique au sein duquel toutes les activités des océans et des mers doivent s'effectuer. Si la Convention assure un élément de certitude utile et une stabilité dans le droit international de la mer, il faut reconnaître qu'il peut y avoir encore des problèmes pratiques dans la mise en oeuvre de certaines de ses dispositions. Il y aura toujours des domaines dans lesquels d'autres progrès devront être faits au titre de la Convention. Certaines des questions les plus urgentes, notées dans les divers projets de résolution soumis à l'Assemblée, concernent le transport et les pêcheries.

Au paragraphe 60 du projet de résolution A/57/L.48/Rev.1, qui soutient la poursuite du processus officieux, il est clairement reconnu que ce processus non seulement était nécessaire mais aussi a réalisé son objectif de créer une instance de débat sur des questions en cours relatives au droit de la mer. Ce qui est important, c'est qu'il a pu devenir une instance multidisciplinaire de débats et répond au besoin de coordination des questions liées aux océans au niveau mondial. À cet égard, il est tout à fait encourageant que nous ayons eu une bonne participation des organismes et organes internationaux concernés par les questions maritimes. J'espère que nous pourrions de nouveau examiner les procédures pour que se concrétise l'objectif d'encourager cette participation et cette

interaction entre les représentants des organismes compétents dans des domaines particuliers et les représentants des États.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier l'Observateur de l'Autorité internationale des fonds marins d'avoir été bref.

Nous venons d'entendre le dernier orateur du débat sur les points 25 a) et c) de l'ordre du jour.

Nous allons à présent procéder à l'examen des projets de résolution A/57/L.48/Rev.1, A/57/L.49 et A/57/L.50.

Je donne la parole à la représentante du Secrétariat.

Mme Boivin (*parle en anglais*) : Aux termes du paragraphe 60 du dispositif du projet de résolution A/57/L.48/Rev.1, l'Assemblée générale :

« Réaffirme sa décision de procéder chaque année à un examen et une évaluation de l'application de la Convention et d'autres faits nouveaux concernant les affaires maritimes et le droit de la mer, accueille avec satisfaction les travaux du Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer ("le Processus consultatif") au cours des trois dernières années, note la contribution du Processus consultatif au renforcement du débat annuel de l'Assemblée générale sur les océans et le droit de la mer, et décide de maintenir le Processus consultatif pendant les trois prochaines années, conformément à sa résolution 54/33, et d'examiner à nouveau son efficacité et son utilité à sa soixantième session ».

Par ailleurs, au titre du paragraphe 61 du dispositif du même projet de résolution, l'Assemblée générale :

« Prie le Secrétaire général de convoquer une réunion du Processus consultatif à New York du 2 au 6 juin 2003, et de mettre à sa disposition les services nécessaires pour l'exécution de ses travaux et de prendre des dispositions pour qu'un appui soit fourni par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat, en coopération avec d'autres unités compétentes du Secrétariat, notamment la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales, selon les besoins ».

Conformément à la requête susmentionnée, le Processus consultatif se réunira du 2 au 6 juin 2003 pour 10 réunions au total, avec interprétation dans les six langues. Les besoins en documentation sont de 100 pages avant la session, 75 pages durant la session et 50 pages après la session, avec publication dans les six langues. Le Processus consultatif continuera ses travaux durant la cinquante-huitième et la cinquante-neuvième sessions de l'Assemblée générale et les dates seront déterminées en consultation entre le Secrétariat et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, en fonction de la disponibilité des services de conférence.

Les services de conférence coûteront sur la base du coût intégral pour la réunion d'une durée de cinq jours, du 2 au 6 juin 2003, environ 374 084 dollars.

S'agissant des réunions de 2003, la mesure dans laquelle la capacité de l'Organisation devrait être complétée par une assistance temporaire ne peut être déterminée qu'à la lumière du calendrier des conférences et réunions pour l'exercice biennal 2002-2003. Mais il existe une disposition au titre de la section pertinente pour les services de conférence du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003, non seulement pour les réunions programmées au moment de la préparation du budget mais aussi pour les réunions autorisées ultérieurement, dans la mesure où le nombre et la répartition des réunions sont conformes au plan des réunions des années précédentes.

En conséquence, si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution, aucune affectation de fonds supplémentaire ne serait nécessaire et les besoins en services de conférence pour 2004 et 2005 seront inclus dans le contexte de la préparation du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je remercie la représentante du Secrétariat.

Je donne à présent la parole aux représentants qui souhaitent intervenir pour expliquer leur position avant la prise de décision sur le projet de résolution. Je rappelle aux délégations que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur siège.

Je donne la parole au représentant de la Turquie.

M. Uykur (Turquie) (*parle en anglais*) : S'agissant des trois projets de résolution dont nous

sommes saisis sur le point de 25 de l'ordre du jour sur les océans et le droit de la mer, la Turquie votera contre le projet de résolution publié sous la cote A/57/L.48/Rev.1 et intitulé « Les océans et le droit de la mer ». La raison du vote négatif de ma délégation est que certains des éléments figurant dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui avaient empêché la Turquie d'approuver la Convention, figurent toujours dans le projet de résolution de cette année.

La Turquie appuie les efforts internationaux visant à créer un régime de la mer basé sur le principe d'équité et qui puisse être acceptable à tous les États; mais la Convention ne prévoit pas de dispositions appropriées pour des situations géographiques particulières et, en conséquence, elle n'est pas en mesure d'établir un équilibre acceptable entre des intérêts qui entrent en conflit. En outre, la Convention ne prévoit aucune disposition pour formuler des réserves au sujet de clauses spécifiques. Tout en étant d'accord avec l'intention générale et la plupart des dispositions de la Convention, nous ne sommes pas en mesure de devenir partie à celle-ci en raison de ces graves lacunes. Ainsi, nous ne pouvons pas appuyer le projet de résolution qui demande aux États de devenir parties à la Convention sur le droit de la mer et d'harmoniser leur législation nationale avec ses dispositions.

En ce qui concerne le projet de résolution intitulé « Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants », publié sous la cote A/57/L.50, ma délégation souhaite réaffirmer la position que je viens d'énoncer au sujet de la Convention sur le droit de la mer. Pour les raisons précitées, nous ne sommes pas en mesure de donner notre assentiment à certaines références à la Convention faites dans le projet de résolution, en particulier au paragraphe 3 où les États sont appelés à devenir parties à la Convention. À cet égard, la Turquie ne s'associe pas au consensus sur ce paragraphe particulier.

Mme Pulido (Venezuela) (*parle en espagnol*) : La délégation du Venezuela a toujours appuyé les efforts internationaux visant à promouvoir la

coopération et la coordination internationales dans le domaine des océans et du droit de la mer.

Néanmoins, bien que deux décennies se soient écoulées depuis l'ouverture à signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, les raisons pour lesquelles le Venezuela n'est pas devenu partie à cet instrument subsistent. Nous voudrions par conséquent indiquer que ma délégation a des difficultés avec certains aspects figurant au document A/57/L.48/Rev.1 relatif à la Convention, qui a été soumis aujourd'hui à l'Assemblée générale pour examen au titre du point 25 a) de l'ordre du jour. Le Venezuela n'est pas partie à cet instrument et les dispositions de l'instrument qui n'ont pas été expressément acceptées ne sont par conséquent ni acceptables ni inacceptables pour le Venezuela. Pour ces raisons, nous nous abstenons lors du vote sur ce point.

M. Akamatsu (Japon) (*parle en anglais*) : La délégation japonaise voudrait expliquer sa position avant de procéder au vote sur les trois projets de résolution dont nous sommes saisis.

Premièrement, je voudrais aborder le projet de résolution A/57/L.50, intitulé « Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants ».

En tant qu'État pratiquant la pêche de façon responsable, le Japon est déterminé à déployer de sérieux efforts par lui-même ainsi qu'en coopération avec d'autres États ou entités concernés, en vue d'assurer la conservation et l'utilisation durable des ressources biologiques marines, y compris celles des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrants.

Toutefois, en ce qui concerne l'Accord des Nations Unies relatif aux stocks de poissons, comme nous l'avons indiqué en de nombreuses occasions, le Japon affronte certains problèmes en ce qui concerne la Convention sur la conservation et la gestion des stocks de poissons grands migrants du Pacifique Centre et Ouest, et ces questions n'ont pas encore été réglées dans le cadre du processus préparatoire. Tout en espérant qu'elles le seront dans un avenir proche, le

Japon n'est pas à l'heure actuelle en mesure de devenir partie à l'Accord des Nations Unies relatif aux stocks de poissons. Il est regrettable que malgré notre participation active au processus de rédaction, ce projet de résolution sous sa forme finale n'ait pu tenir dûment compte de la position d'un État comme le Japon qui, tout en n'étant pas encore partie à l'Accord, s'est pleinement engagé à étudier la question de la conservation, de la gestion et de l'utilisation durable des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs.

À la lumière de ces considérations, le Japon se dissociera de l'adoption par consensus du projet de résolution A/57/L.50. Il ne s'oppose cependant pas à son adoption.

Je voudrais à présent en venir au projet de résolution A/57/L.49, intitulé « La pêche hauturière au grand filet dérivant, la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer/pêche illégale, clandestine ou non réglementée, prises accessoires et déchets de la pêche et autres faits nouveaux ».

La pêche illégale, non déclarée et non contrôlée pose un grave problème. Le Japon estime que ces pratiques menacent la conservation et l'utilisation durable des ressources biologiques marines, et il a accordé la plus haute priorité à cette question.

Le projet de résolution qui doit être adopté par consensus porte sur un large éventail de questions importantes auxquelles la pêche est confrontée aujourd'hui, y compris l'élimination de la pêche illégale, non déclarée et non contrôlée, ainsi que le renforcement du contrôle des navires de pêche par les États du pavillon, la mise en oeuvre des Plans d'action internationaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la prise en considération de l'écosystème dans la conservation et la gestion des ressources biologiques marines.

À la lumière de la position du Japon en ce qui concerne l'Accord des Nations Unies relatif aux stocks de poissons, il nous faut dire que le projet de résolution, sous sa forme finale, découlant de nos négociations intenses ne reflète pas entièrement la position du Japon. Mais, puisque le projet de résolution aborde des problèmes importants et puisque le Japon peut l'accepter dans une certaine mesure, il a décidé de s'associer à l'adoption par consensus.

À présent, je voudrais dire quelques mots au sujet du projet de résolution A/57/L.48/Rev.1, intitulé « Les océans et le droit de la mer ».

Le Gouvernement japonais voudrait exprimer sa profonde gratitude à toutes les délégations qui n'ont ménagé aucun effort lors des négociations sur le texte, dans un esprit de coopération.

Le Japon a cependant des difficultés à se porter coauteur du projet de résolution, étant donné que ce dernier fait référence à l'Accord des Nations Unies relatif aux stocks de poissons. Néanmoins, le Japon reconnaît que l'adoption de ce type de projet de résolution global et prospectif relatif aux océans et au droit de la mer est à la mesure de l'occasion spéciale qu'est la commémoration du vingtième anniversaire de l'ouverture à signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

En outre, le Japon s'est engagé à respecter et à prolonger la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui contribue à un ordre juridique pour toutes les affaires maritimes, facilitant ainsi le principe d'une utilisation pacifique des océans. Par conséquent, le Japon a décidé de voter en faveur du projet de résolution A/57/L.48/Rev.1, qui est une contribution importante à la question des affaires maritimes en général.

Enfin, le Japon se félicite du nouveau paragraphe 48 du dispositif, qui fait référence aux marées noires. J'aimerais souligner que deux cargos se sont récemment échoués près des côtes japonaises, et le Japon se préoccupe particulièrement des dommages écologiques et socioéconomiques qu'entraînent les marées noires qui résultent d'accidents en mer.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Nous venons d'entendre le dernier orateur qui entendait expliquer son vote avant le vote.

L'Assemblée va à présent se prononcer sur les projets de résolution A/57/L.48/Rev.1, A/57/L.49 et A/57/L.50.

Nous allons d'abord nous occuper du projet de résolution A/57/L.48/Rev.1, intitulé « Les océans et le droit de la mer ».

Avant qu'une décision ne soit prise sur ce projet de résolution, je voudrais annoncer que depuis la publication du projet de résolution A/57/L.48/Rev.1, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Afrique

du Sud, Dominique, Grenade, Honduras, Roumanie, Suriname et Trinité-et-Tobago.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre :

Turquie.

S'abstiennent :

Colombie, Venezuela.

Par 132 voix contre 1, avec 2 abstentions, le projet de résolution A/57/L.48/Rev.1 est adopté (résolution A/57/141).

Le Président par intérim (parle en anglais) :

Nous allons maintenant passer à l'examen du projet de résolution A/57/L.49, intitulé « La pêche hauturière au grand filet dérivant, la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer/pêche illégale, clandestine ou non réglementée, prises accessoires et déchets de la pêche et autres faits nouveaux ».

Avant qu'une décision ne soit prise sur ce projet de résolution, je voudrais annoncer que depuis la publication du projet de résolution A/57/L.49, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Afrique du Sud, Barbade, Belize, Guinée et Madagascar.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.49?

Le projet de résolution A/57/L.49 est adopté (résolution 57/142).

Le Président par intérim (parle en anglais) :

Nous allons maintenant passer à l'examen du projet de résolution A/57/L.50, intitulé « Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants ».

Avant qu'une décision ne soit prise sur ce projet de résolution, je voudrais annoncer que depuis la publication du projet de résolution A/57/L.50, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Afrique du Sud, Barbade, Guinée et Madagascar.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.50?

Le projet de résolution A/57/L.50 est adopté (résolution 57/143).

Le Président par intérim (parle en anglais) :

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen du point 25 de l'ordre du jour ainsi que des alinéas a) à c) de ce point?

Il en est ainsi décidé.

Programme de travail

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'aimerais faire une annonce concernant les consultations officielles de la séance plénière relatives au point 53 de l'ordre du jour, intitulé « Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale », dont l'examen avait été prévu le 16 décembre 2002.

Comme indiqué dans une lettre adressée par le Président de l'Assemblée aux représentants permanents

le 4 décembre 2002, je voudrais informer l'Assemblée que les consultations officielles sont reportées au début de janvier prochain.

Avant de lever la séance, je voudrais annoncer que la prochaine séance plénière de l'Assemblée générale se tiendra dans la matinée du lundi 16 décembre 2002 et que l'Assemblée se prononcera sur les projets de résolution de la plénière sur lesquels elle est prête à se prononcer.

La séance est levée à 13 h 30.